

54 785

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/CA/ECOP/8  
14 novembre 1969

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion sous-régionale  
sur la coopération économique  
en Afrique centrale

Kinshasa, 17-22 novembre 1969

PHASE I

ETUDE SUR LA COOPERATION INTRA-SOUS-REGIONALE  
ET LE COMMERCE DANS LE DOMAINE AGRICOLE  
EN AFRIQUE DU CENTRE  
(Conclusions préliminaires)

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION. . . . .	1
OBJET ET METHODE DE LA PHASE I. . . . .	3
CONCLUSIONS DEGAGEES DE L'ANALYSE DES PROJECTIONS DU PIM ET DE LA CEA . . . . .	7
A. RECHERCHES. . . . .	18
B. EDUCATION ET FORMATION. . . . .	20
ENQUETES SUGGEREES POUR LA PHASE II DE L'ETUDE. . . . .	21
RESUME ET RECOMMANDATIONS GENERALES . . . . .	28

ANNEXES

- I. Tableaux XIII (en 1965/66) et XIV (en 1985) - Matrice du commerce intra-régional de produits agricoles
- II. Programme de travail suggéré pour la phase II
- III. Situation géographique et transports en tant que facteurs influant sur le commerce des produits agricoles en Afrique du centre
- IV. Perspectives du développement de l'agriculture et du commerce des produits agricoles au Tchad
- V. Projets du Fonds spécial des Nations Unies ayant un intérêt sous-régional dans le domaine agricole

## INTRODUCTION

L'étude sur les possibilités de coopération et de commerce intra-sous-régionaux dans le domaine de l'agriculture a été entreprise à la suite d'une demande présentée par les pays de la sous-région d'Afrique centrale à une réunion sur la coopération économique en Afrique du centre qui s'est tenue à Brazzaville (République du Congo) en avril 1966.

Un projet intitulé "Coopération intra-régionale et commerce extérieur" dans le domaine agricole a donc été inclus dans le programme de travail de la Division mixte CEA/FAO et approuvé par la 9ème session de la CEA ainsi que par la cinquième Conférence régionale. Selon ce projet, il sera procédé dans les quatre sous-régions à des études décomposées en trois phases :

- a) La première phase consistera en études économiques préliminaires sur la demande intérieure et extérieure à court, moyen et long terme de certains produits de base, ainsi qu'en une analyse de la production, de la consommation et des échanges par pays et par sous-région. Il sera ainsi possible de déterminer la mesure dans laquelle la production correspond à la demande intérieure et extérieure de chaque produit, et les incidences sur les dépenses et les recettes en devises, à l'échelon national et sous-régional, des échanges de certains produits de base entre les pays d'une même sous-région, entre les diverses sous-régions et entre l'Afrique et d'autres régions. Ces études mettront en évidence les domaines où se posent des problèmes, et les besoins prioritaires dans ces domaines. Les travaux correspondant à la phase I seront exécutés pour toutes les sous-régions par des membres de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, en collaboration avec diverses divisions de la FAO.
- b) La phase II comprendra des études sur le terrain, à la fois étendues et approfondies, confiées à des missions d'experts provenant de diverses divisions du secrétariat, du siège de la FAO, des bureaux régionaux de la FAO, africains et autres, éventuellement du Programme élargi d'assistance technique, d'institutions spécialisées et d'organes d'exécution, d'organismes d'aide bilatérale et d'universités. Il pourra être parfois nécessaire de recruter à titre temporaire. Ces missions seront composées de spécialistes de l'agronomie, de la protection des récoltes, des industries agricoles, de la santé et de la production animales, de l'économie agricole, de l'hydrologie, des sols, des institutions rurales (organisation des services d'agronomie, réforme agraire, crédit et coopératives), du génie rural, de l'horticulture, de la commercialisation, des statistiques, des sciences économiques, de la nutrition, de l'enseignement et de la formation, suivant les besoins révélés par les études de la phase I. Ces missions procéderont à une étude

rigoureuse des pratiques agricoles en vigueur, les rapprocheront de possibilités de développement et recommanderont des mesures propres à amener des améliorations et une évolution. Elles s'efforceront d'autre part de déterminer des projets particuliers.

- c) Au cours de la troisième phase, on étudiera la possibilité de répartir les ressources, ou d'en modifier la répartition, en vue de profiter au mieux des avantages présentés par différents pays ou diverses sous-régions, et d'encourager l'exploitation des ressources inemployées ou insuffisamment utilisées. Il sera ainsi possible d'élaborer des politiques et des programmes d'action en vue de relever la productivité agricole, ainsi que des projets de développement destinés à permettre à la production de suivre l'accroissement de la demande des principaux produits de base et de matières premières industrielles.

Le présent document constitue le quatrième et dernier chapitre de la phase I du projet pour la sous-région d'Afrique du centre. Les trois chapitres précédents, qui sont en préparation, portent respectivement sur les sujets suivants :

Le chapitre 1, intitulé "Caractères généraux de l'économie et de l'agriculture de la sous-région" présente a) les ressources agricoles selon les zones climatiques et b) la place actuelle de l'agriculture dans l'économie de la sous-région, y compris c) l'utilisation des terres. Il montre également quelle est la situation agricole dans certains pays, notamment en ce qui concerne a) la place actuelle et future de l'agriculture dans l'économie nationale, b) la structure de la production agricole, et c) les programmes et projets de développement.

Le chapitre 2 est intitulé "Production, consommation et commerce des produits agricoles choisis du point de vue de la coopération sous-régionale - Situation présente et prévisions". La section "Production, consommation et commerce - situation actuelle" comprend les points suivants : a) existence de données (échanges enregistrés), évaluation du volume des échanges non enregistrés, b) matrices du commerce sous-régional par pays, en valeur des exportations et importations, c) volume et valeur des échanges sous-régionaux pour des produits donnés et d) principaux pays pratiquant le commerce de produits choisis dans la sous-région. Dans le cadre des projections, il est question a) des projections de production et de demande; b) du commerce intra-sous-régional de produits choisis en 1975 et 1985 et c) des barrières qui pourraient ralentir l'expansion du commerce sous-régional des produits agricoles.

Le chapitre 3 intitulé "Recherche et formation agricoles dans la sous-région" portera principalement sur a) la situation et l'organisation de la coopération régionale, b) les domaines prioritaires en matière de recherche de caractère sous-régional et c) les possibilités de coopération en matière de recherche et d'enseignement supérieur agricoles.

Une cinquantaine de pages, qui sont en préparation, constituent l'annexe I aux deux premiers chapitres.

Le présent chapitre, intitulé "Résumé, conclusions et recommandations générales" contient les points suivants : a) analyse d'ensemble des perspectives du commerce intra-sous-régional selon les renseignements disponibles, en particulier ceux qui sont présentés au chapitre 2, b) examen critique des limites des renseignements disponibles pour ce qui est d'évaluer les perspectives d'échange et de développement dans la sous-région, c) recommandations sur les autres enquêtes nécessaires pour obtenir une analyse plus profonde et plus réaliste du développement agricole et du commerce intra-sous-régional en produits agricoles et d) choix d'un pays qui permettra de démontrer le genre de problèmes et de questions qui se posent.

Il convient de souligner que le présent document ne représente pas obligatoirement l'opinion de la FAO et qu'il s'agit d'une étude préliminaire, qui peut encore être revue et corrigée par les différentes Divisions de cette organisation.

Lorsqu'elle sera achevée, l'étude sera examinée avec les divisions compétentes de la FAO et sera ensuite distribuée aux pays de la sous-région d'Afrique du centre pour qu'ils puissent communiquer leur opinion sur les indications préliminaires.

#### OBJET ET METHODE DE LA PHASE I

L'étude a principalement pour objet d'évaluer la coopération économique actuelle entre les pays de la sous-région grâce aux échanges des produits agricoles, des produits de l'élevage et de la pêche et des produits forestiers, afin de trouver des indications sur l'évolution future de ces échanges d'ici 1985. Pour obtenir une estimation à cet égard, le PIM a considéré

- i) un accroissement raisonnable de la capacité de production résultant d'une augmentation des intrants agricoles, de l'amélioration des installations fixes, d'un renforcement des institutions et du développement local;
- ii) un accroissement de la demande réelle à la suite d'une augmentation des revenus due au progrès économique général, en 1985 le niveau pouvant éventuellement permettre de consommer la totalité ou une fraction de la production d'alors, ou même plus. A partir de ces paramètres, on peut déduire les possibilités commerciales. Ainsi, en supposant que dans un pays la production d'un bien soit inférieure à la demande intérieure, un autre pays de la sous-région produisant cette marchandise en excédent de son marché intérieur compensera le déficit. Il s'agit donc de savoir dans quelle mesure les pays centrafricains peuvent mutuellement compenser leurs déficits de production grâce à leurs excédents.

L'étude repose largement sur des données statistiques tirées de sources officielles, et ajustées quand les chiffres semblaient incompatibles avec la situation agricole ou économique du pays. A titre d'exemple, on peut citer les chiffres officiels de production du Tchad pour le mil, le sorgho et les arachides pendant les périodes de référence 1962 et 1965/66. Si les chiffres étaient pris comme base de calcul de la consommation alimentaire, le pays aurait une consommation de calories par personne (environ 3.000) de 20 pour 100 supérieure à celle du pays africain qui vient en tête à cet égard. On a estimé à juste titre que c'était peu probable, c'est pourquoi le PIM et la CEA ont utilisé des chiffres sensiblement inférieurs aux données officielles.

La même critique s'applique aux prévisions concernant la production, la demande et les échanges, ces prévisions sont théoriques car elles reposent largement sur des taux de croissance des divers facteurs économiques supposés, d'après l'expérience, raisonnables à un stade donné de capitaux et de technique. Ce type de raisonnement est assez logique pour permettre une estimation de la croissance générale économique ou agricole sur une base mondiale - ce qui était la tâche originale du PIM - mais il n'a qu'une valeur indicative lorsqu'on l'applique à une région économiquement très peu développée et dont les superficies et ressources en eaux sont considérables. La mise en valeur de ces ressources offre de grandes possibilités, si la politique agricole des pays intéressés est favorable et les investissements intérieurs ou extérieurs suffisants.

Les chiffres cités dans la suite de ce document en ce qui concerne les prévisions de production et d'échanges entre les pays de la sous-région ont été obtenus de la façon suivante :

On a d'abord rectifié les chiffres du PIM, en prenant pour année de base 1965/66 au lieu de 1962. Ceci nous a permis de tenir compte de l'évolution qui avait pu se produire entre 1962 et 1965/66 dans la production, la consommation et le commerce de certains produits. Cette évolution est parfois assez rapide (notamment dans le cas du coton et du sucre) pour que les modifications apportées soient significatives. Parfois, la connaissance même de certains phénomènes s'est améliorée. C'est le cas en particulier des chiffres du troupeau bovin, qui sont maintenant mieux connus à la suite de la campagne contre la peste bovine.

Partant de ces chiffres, généralement améliorés par rapport à ceux du PIM, nous avons projeté la demande jusqu'en 1985, en prenant comme hypothèses de population, de revenu par tête et d'élasticité de consommation exactement les mêmes que celles utilisées par le PIM.

Quant aux prévisions de production, plusieurs cas sont à distinguer :

- quand il s'agit d'un produit de base, peu ou pas commercialisé, comme le mil et le sorgho, la production a été adaptée à la nouvelle demande;
- pour la production animale les paramètres du PIM relatifs au taux de croissance du troupeau, à l'évolution des taux d'exploitation et des poids de carcasses ont été maintenus et appliqués aux nouveaux chiffres de population animale de l'année de base.

- pour d'autres produits, importants dans le commerce, on a conservé les mêmes prévisions d'échanges que le PIM tout en ayant une nouvelle demande et une nouvelle production.

Par conséquent nos hypothèses sont aussi proches que possible de celles du PIM tout en tenant compte de certaines adaptations nécessaires de l'année de base.

Quelques comparaisons mettront en évidence l'envergure économique de l'Afrique du centre. Son PIB, 2 milliards 686 millions de dollars EU en 1966, représente environ les trois quarts de celui du Nigéria. Le total de ses échanges extérieurs atteignait en 1966, 1 milliard 423 millions de dollars (sans le Rwanda et le Burundi), soit un peu moins que celui du Nigéria. Sa superficie est de 5.436.700 km<sup>2</sup> soit 6 fois celle du Nigéria. L'Afrique du centre compte 33.092.000 habitants - soit une population environ égale aux trois cinquièmes de celle du Nigéria. Pour ce qui est de la densité de la population, 6 habitants par km<sup>2</sup> en font une des régions du monde les plus faiblement peuplées. Cette faible densité est importante, du fait du potentiel des terres utilisables pour l'agriculture, la sylviculture et les pâturages. On ne dispose actuellement pas de chiffres précis sur les possibilités qui existent à cet égard mais on estime en gros que les deux tiers de la superficie des terres peuvent être mis en valeur.

Deux pays de la région, le Burundi et le Rwanda, font exception. Ils couvrent une superficie de 45.100 km<sup>2</sup> seulement, moins de 1 pour 100 de la sous-région, et avec un total de 6.478.000 habitants, ils contiennent 19 pour 100 de la population. En 1965, leur PIB combiné atteignait 240 millions de dollars EU, soit seulement 9 pour 100 du PIB de la sous-région.

Il est important de distinguer, à l'intérieur même de la sous région, mis à part le Rwanda et le Burundi, deux sous-groupes qui présentent certaines différences, d'origine à la fois économique et historique.

On a eu effet d'un côté, les pays qui formaient autrefois l'Afrique Equatoriale Française et le Cameroun, qui se sont regroupés pendant un certain temps au sein de l'UDEAC, et qui continuent d'avoir entre eux de nombreux liens commerciaux et institutionnels, et de l'autre côté, la République démocratique du Congo, avec des traditions, des méthodes et un potentiel différents.

Le premier sous-groupe comptait en 1965/66, 11.315.000 habitants contre 13.183.000 pour le Congo, sa densité (3,8 au km<sup>2</sup>) était inférieure à celle du Congo (6,7) et la partie urbanisée de cette population ne s'élevait qu'à environ 1 million d'habitants (9,2 pour 100) contre plus de 2 millions au Congo (K) (13 pour 100).

Le PIB total du premier sous-groupe était estimé en 1965/66 à 1.538.000.000 de dollars, soit un peu plus que celui du Congo (1.502.000.000).

Les deux sous-groupes représentent donc des masses à peu près comparables en termes de population et de production mais l'interpénétration entre ces deux blocs est encore très limitée, les premiers ayant tendance à commercer entre eux ou avec l'Europe, et le Congo étant plus largement ouvert au reste du monde. Le plupart des prévisions montrent que le Congo peut subvenir à la plupart de ses besoins. Le commerce ne sera probablement donc pas aussi actif que pourrait le suggérer l'importance des populations en présence. Cependant nous avons pris comme hypothèse que le Congo (K) ouvrirait de plus en plus son important marché aux productions de ses voisins du Nord, notamment en ce qui concerne ses besoins en viande et poisson qui resteront élevés, quitte à recevoir des compensations sur le plan industriel.

Ces chiffres servent à illustrer les rapports de grandeur sur le plan économique et certains des problèmes qu'ils ont posés dans le cadre de l'étude. Ils montrent les limites des méthodes d'analyse macro-économiques. Ainsi, les coefficients techniques, dans le cas des pays en voie de développement, sont difficiles à prévoir tant qu'on ne dispose pas d'études et de renseignements suffisamment détaillés sur l'infrastructure matérielle et surtout institutionnelle. On ne connaît pas non plus assez bien le niveau de la technique et les structures dans le domaine de l'agriculture, de la main-d'oeuvre et de l'administration publique pour être en mesure de prédire avec une certaine précision le rapport facteurs-production. Pour l'analyse économique et les projections, les taux de croissance économique, les taux d'investissement et les taux d'accroissement des divers types d'intrants, ainsi qu'un certain nombre d'autres paramètres économiques sont réalisables, à condition de pouvoir compter sur une conjoncture économique plus ou moins stable. Or, en Afrique du centre, le degré de stabilité économique est très limité.

La sous-région compte, plus que d'autres parties du monde, une très vaste superficie de terres peu exploitées ou pas exploitées du tout. Cette remarque s'applique à tous les pays de la sous-région à l'exception du Burundi et du Rwanda, qui eux sont surpeuplés et qui sont desservis par un rapport population/terres cultivables peu favorable, accentué par le faible niveau des techniques culturales des exploitants agricoles. Dans les autres pays, le niveau des techniques et les connaissances de la population agricole ne sont pas beaucoup plus élevés dans l'ensemble, mais le coefficient population/terres est très faible. Dans les deux cas, une amélioration des techniques et des aptitudes professionnelles ainsi que l'apport de capitaux seront nécessaires pour accroître la production et développer les ressources non exploitées, mais il existe une différence importante entre les deux groupes de pays. Au Burundi et au Rwanda, les améliorations ne peuvent qu'entraîner un accroissement vertical de la production par intensification, dont un plus fort rendement à l'hectare. Dans ce cas, l'augmentation de la productivité par homme ne peut être que limitée puisque les économies d'échelle sont impossibles en agriculture (tant que l'industrialisation n'aura pas drainé les zones rurales d'une part importante de leur main-d'oeuvre). Dans les autres zones faiblement peuplées, les possibilités d'accroître la productivité par homme sont beaucoup plus grandes car les investissements et la technique peuvent renforcer la production horizontalement aussi bien que verticalement, ce qui permettra d'établir en définitive des exploitations agricoles de dimensions plus rationnelles.

## CONCLUSIONS DEGAGEES DE L'ANALYSE DES PROJECTIONS DU PIM ET DE LA CEA

Compte tenu des restrictions et limites susmentionnées, on peut faire le résumé suivant des résultats et conclusions dégagés de l'analyse :

1. En ce qui concerne la demande, on peut envisager ce qui suit :
  - a) La sous-région a la possibilité de répondre à presque toute la demande intérieure jusqu'en 1985, sauf pour le blé, l'orge, le thé, le boeuf et peut-être d'autres viandes;
  - b) Elle a le potentiel nécessaire pour produire beaucoup plus de la plupart des autres marchandises qui, même si elles ne suffisent pas pour répondre à la demande sous-régionale d'ici 1985, permettront de réduire les importations provenant de l'extérieur;
  - c) Elle est capable d'accroître, dans une mesure encore non prévisible, la production de ses cultures d'exportations, en réponse à la demande extérieure.

Toutefois, la demande risque de se modifier non seulement pour des raisons économiques, mais par suite de changements dans les goûts et les habitudes des consommateurs. Ces changements pourraient toucher en particulier les produits suivants :

- i) sorgho et mil, maïs, légumes-racines qui pourraient être partiellement remplacés par le blé (pain), le riz, les légumineuses;
- ii) certaines huiles pourraient être remplacées par d'autres huiles ou la margarine;
- iii) le boeuf pourrait être remplacé par le mouton, le porc, la volaille ou vice versa. La viande fraîche (importée ou exportée sous forme d'animaux vivants) pourrait être remplacée par la viande congelée ou en conserve; la viande séchée pourrait être remplacée par la viande congelée;
- iv) le tabac de la région pourrait être partiellement remplacé par du tabac provenant de l'étranger afin de réaliser des mélanges au goût des clients;
- v) les textiles et le fil de coton ainsi que les fibres pourraient être partiellement remplacés par des fibres et des textiles synthétiques.



Il est difficile de prévoir l'envergure de ces changements. On n'a pas essayé de le faire dans l'étude et l'on peut guère s'attendre à des pronostics valables, même à partir de recherches plus détaillées sur les tendances dans les goûts et la consommation des ménages. Il n'est cependant pas inutile d'envisager toutes les possibilités, ne serait-ce que pour prévoir et éviter les risques que comporteraient des investissements dans certaines branches de production.

Les changements dans la consommation proviennent surtout de facteurs tels que relèvement du niveau de vie et de la croissance des zones urbaines. A cet égard, on peut prévoir que la population de la région consommera plus de blé sous forme de pain, plus de riz, plus de légumineuses, plus de viande - en particulier congelée ou en conserve - plus de poissons - dont une plus grande proportion congelés ou en conserve - plus de fruits et de légumes, plus de tabac, plus de textiles. A l'exception du blé, du boeuf, du mouton, du tabac, des aliments congelés ou en conserve et des textiles, il est probable que l'accroissement de la production intérieure suffira pour répondre à l'augmentation de la demande.

2. Quant à la production agricole, on peut prévoir qu'elle augmentera en Afrique centrale (d'après certains produits) au taux de 4 pour 100 de 1965/66 à 1985, c'est-à-dire qu'elle passerait de 604,9 millions de dollars à 1 milliard 233 millions de dollars. Une variable qui influe sensiblement sur l'accroissement de la production, toutefois, est l'orientation de la politique de développement agricole.

Une demande plus forte d'un produit donné encourage la production de ce produit : plus la demande est prévisible, plus la production est stimulée et moins grands sont les risques que présentent les investissements visant à accroître cette production. Toutefois, l'expansion de la production dans les économies en voie de développement, qui exige des investissements ainsi qu'une assistance technique et institutionnelle, se développe rarement de façon spontanée sur initiative privée, à moins que le gouvernement ne pratique une politique qui encourage et appuie la production agricole en général et certains de ses aspects en particulier. L'action de l'Etat est presque toujours nécessaire pour éviter les goulets d'étranglement dans la production propre à une zone, un pays, une région et à leurs producteurs agricoles qui sont généralement de petits exploitants qui suivent la tradition.

Une politique gouvernementale qui poursuit de tels buts peut s'exprimer sous forme de plans de développement agricole intégrés à un plan économique général, ou bien par des programmes ou des projets spécifiques. Mais ce n'est souvent qu'après l'entrée en vigueur de la législation servant à appuyer cette politique et comprenant toute une gamme de mesures (impôts, subventions, soutien des prix, règlements de commercialisation et parfois profondes réformes agraires) que sont créées les conditions favorables à la mise en oeuvre d'un plan agricole efficace. Bien que les possibilités d'encourager la production agricole soient limitées par les

ressources naturelles et humaines, les ressources en capital du pays et les possibilités d'assistance financière de l'étranger, il peut y avoir d'énormes différences de résultats entre une politique orientée activement vers le développement et une qui ne l'est pas.

3. Sur le plan des échanges, on relève ce qui suit :

- a) Le commerce entre les pays centrafricains doit augmenter au taux de 6 pour 100, soit 50 pour 100 plus vite que la production agricole. On a envisagé deux taux d'accroissement, l'un de 3,8 pour 100 par an en cas d'absence de coopération, et un autre de 7,2 pour 100 en supposant le maximum de coopération au niveau des échanges.

Ce taux de 7,2 pour 100 suppose que soient réalisées certaines conditions de politique agricole, industrielle et commerciale, visant à une plus grande intercomplémentarité des économies de la sous-région, en particulier :

- substitution partielle de la farine de mil ou de sorgho à la farine de blé dans la fabrication de pain. Cette substitution sera probablement rendue possible par les travaux expérimentaux conduits actuellement à Zinder (Niger). Elle pourrait donner lieu à un commerce supplémentaire de l'ordre de 100.000 tonnes de ces produits, soit 6 millions de dollars
- la décision de ne pas équiper tous les pays en minoteries permettrait de porter les exportations interrégionales de farine de blé à 22.000 tonnes au lieu de 10.000 tonnes, soit un gain supplémentaire de 1.450.000 dollars.
- une certaine protection permettrait de produire et d'exporter dans la sous-région une partie des besoins en malt de brasserie, soit une valeur supplémentaire de 1.800.000 dollars.
- enfin le déficit en protéines des pays du sud pourrait être couvert en partie par des exportations supplémentaires de légumineuses en provenance des pays de savane, représentant un commerce de 10 millions de dollars (100.000 tonnes au lieu de 17.000 tonnes).

D'autres possibilités peuvent certainement être imaginées, notamment dans le domaine des produits manufacturés, augmentant encore plus la valeur du commerce intra-régional.

- b) En 1965/66, 85 pour 100 de la valeur totale des échanges à l'intérieur de la sous-région résultaient du commerce de cinq produits :
- viande 25,4 pour 100; sucre 20,5; tabac manufacturé 18,7; poissons 15,1; coton (fibres et tissus) 4,9; les mêmes produits, dans un ordre légèrement différent, représenteront environ 74 pour 100 des échanges en 1985 - viande 25 pour 100; tabac 15,6; poissons 15,5; coton (fibres ou tissus) 9,7; sucre 8,5. Seul le sucre subirait donc une diminution importante, de 20,5 pour 100

à seulement 8,5 pour 100, et passerait de la seconde à la cinquième place. La viande et les poissons se maintiendront à leur place en ne s'écartant que de 1 pour 100 de leur niveau actuel alors que le tabac devrait perdre 3,1 pour 100, mais en gardant sa seconde place.

- c) La structure, selon les prévisions, du commerce des divers produits agricoles à l'intérieur de la sous-région en 1985 restera foncièrement la même qu'en 1965/66. La viande, le poisson et le tabac continueront à jouer un rôle prépondérant et presque tous les produits marqueront de grands progrès en valeur absolue.
- d) Du point de vue de la valeur des exportations, le Tchad passera de la seconde place en 1965/66 à la première en 1985. Le Congo-Brazzaville perdra la première place qu'il occupait en 1965/66 pour venir en deuxième position en 1985. Le Cameroun passera de la cinquième place à la troisième; (les valeurs d'exportations respectives en 1985 seront : Tchad 23,3; Congo (B) 17,7; Cameroun 15,5 millions de dollars).
- e) La République démocratique du Congo deviendra de loin le plus grand importateur avec 20,9 millions de dollars en 1985 contre 1,4 seulement en 1965/66. La RCA et le Tchad avec 14,4 et 12,0 millions de dollars, prendront respectivement la seconde et la troisième place.
- f) Dans le total des échanges intra-sous-régionaux (exportations plus importations), le Tchad devrait se maintenir à sa première place d'ici 1985 avec 35,3 millions de dollars, devant la République démocratique du Congo (31,6 millions de dollars). Cette dernière passerait de la cinquième à la deuxième place.
- g) Du point de vue de l'importance relative, le Tchad dépassera tous les autres pays de la région. Ainsi en comparant les projections des échanges (PIM 1985) de produits agricoles du Tchad et de la République démocratique du Congo (respectivement 110 et 239 millions de dollars) avec leur commerce intra-sous-régional respectif, la part du Tchad se montera à 32 et celle de la République démocratique du Congo à 13 seulement. A la troisième place viendrait le Congo-Brazzaville dont le total des échanges agricoles en 1985 (soit 25 millions de dollars) représenterait 39 pour 100 de son commerce intra-sous-régional.
- h) Il semble que ce sont donc ces deux pays, Tchad et Congo (Brazzaville), qui ont le plus à profiter d'une coopération commerciale au niveau de la sous-région. Les principales exportations du Tchad sont la viande et le poisson, alors que le Congo (Brazzaville) exporte surtout des produits transformés. De même, la RCA,

pays sans accès à la mer, voisin de tous les pays de l'UDEAC à l'exception du Gabon et qui possède une longue frontière commune avec la République démocratique du Congo, peut tirer grand profit du commerce intra-sous-régional.

- i) Les échanges avec d'autres pays africains extérieurs à la sous-région demeureront importants. Actuellement les exportations du Tchad en viande sur pied et en poisson séché sont destinées en bonne partie au Nigéria, et le Cameroun effectue une bonne partie de son commerce agricole intra-africain avec ce même pays.

On estime par exemple qu'en 1965/66 le Nigéria a importé de la sous-région l'équivalent de 15.500 tonnes de viande sous forme de bétail vivant (soit plus de la moitié des exportations du Tchad) et 33.000 tonnes de poisson séché (exprimé en équivalent de poisson frais), sur 44.000 tonnes exportées par le Tchad. Il n'y a aucune raison de penser que ces courants commerciaux, anciens et naturels, se modifieront profondément dans l'avenir.

Il existe également des échanges assez actifs entre l'est du Congo (K), le Burundi et le Rwanda, d'une part, et les pays de l'Afrique Orientale d'autre part. Par exemple en 1966, le Burundi et le Rwanda ont importé pour une valeur de 500.000 dollars de produits agricoles en provenance d'Afrique orientale. Par ailleurs le Congo (K) a importé en 1964 (dernière année pour laquelle nous ayons les chiffres complets) pour plus de 10 millions de dollars en provenance d'Afrique de l'est dont environ 5 millions de dollars de produits agricoles (animaux, céréales, coton, poisson). Par contre, ses exportations agricoles vers les mêmes pays ne s'élevaient guère qu'à 350.000 de dollars.

La participation des pays au total des échanges s'établit de la manière suivante :

	en 1965/66		Prévue pour 1985
Tchad	34,7%	Tchad	24,3%
Congo (B)	27,8%	Congo (Rép.dém.du)	21,7%
RCA	20,0%	Congo (B)	16,6%
Gabon	6,2%	Cameroun	12,0%
Cameroun	6,0%	RCA	11,4%
Congo (Rép.dém.du)	4,1%	Gabon	7,4%
Rwanda	0,7%	Burundi	3,8%
Burundi	0,5%	Rwanda	2,8%

Du point de vue des exportations la situation est la suivante :

	1965/66	1985
Congo (B)	44,8%	24,3%
Tchad	36,2	32,1
RCA	8,2	3,1
Cameroun	5,7	21,3
Gabon	1,5	1,8
Total ex-UDEAC	96,4	82,6
Congo (K)	2,2	14,7
Burundi	-	1,7
Rwanda	1,4	1,0

Du point de vue des importations :

	1965/66	1985
Tchad	33,1%	16,5%
RCA	31,7	19,8
Gabon	11,0	13,0
Congo (B)	10,8	8,8
Cameroun	6,4	2,6
Total ex-UDEAC	93,0	60,7
Congo (K)	6,0	28,8
Burundi	1,0	5,8
Rwanda	-	4,7

Quant à la situation déficitaire ou excédentaire de chaque pays à l'égard du commerce sous-régional agricole, elle est résumée dans le tableau suivant : (+ : excédent - : déficit; en millions de dollars)

	1965/66	1985
Cameroun	- 0,166	+ 13,600
Congo (B)	+ 7,864	+ 11,243
Gabon	- 2,209	- 8,168
RCA	- 5,432	- 12,085
Tchad	+ 0,729	+ 11,355
UDEAC	+ 0,786	+ 15,945
Congo (K)	- 0,893	- 10,233
Burundi	- 0,208	- 2,995
Rwanda	+ 0,315	- 2,717

On voit qu'en 1965/66, le Congo (B) est un des principaux bénéficiaires du commerce intrarégional agricole, en grande partie grâce au sucre. En 1985, trois pays, le Cameroun, le Congo (B) et le Tchad continueront à avoir une situation excédentaire, tandis que le Congo (K), la RCA et le Gabon augmenteront leur déficit.

On peut consulter en annexe I les matrices du commerce ayant servi de base à ces tableaux.

Quelle est actuellement l'importance des échanges à l'intérieur de la sous-région par rapport aux échanges de la sous-région avec l'extérieur ? Les échanges de produits agricoles à l'intérieur de la sous-région s'accroîtront-ils avec le temps ? D'après l'analyse du PIM et les projections de la CEA, les années de référence étant respectivement 1961/62 et 1965/66, on obtient les réponses suivantes : accroissement, en volume et en valeur, des échanges de produits agricoles en 1985 par rapport à 1961/62 et 1965/66, sauf pour certains produits qui ne suivent cette tendance ni en termes relatifs ni en termes absolus. La valeur du commerce intra-sous-régional pour quelques produits agricoles devrait passer de 23 millions à 73 millions de dollars (en prix constants). Les produits dont l'importance relative diminuera sont le sucre, le tabac manufacturé et les oléagineux. Les grumes disparaîtront complètement du marché intra-régional; pour tous les autres produits, on prévoit une croissance en termes absolus. Par rapport au total du commerce extérieur dont le taux d'accroissement est de 3,6 pour 100, le commerce intra-sous-régional, avec son taux d'accroissement de 6 pour 100, prendra une importance grandissante.

Il est intéressant de noter quels produits auront disparu et quels nouveaux produits apparaîtront en 1985 dans les échanges entre les divers pays :

Cameroun	:	Produits qui auront disparu des échanges en 1985 : bétail (vivant), contre-plaqués. Nouveaux produits, c'est-à-dire produits qui devraient acquérir de l'importance d'ici 1985 : sucre, poissons (mer), coton (tissus), panneaux de fibres.
Congo (B)	:	Produits qui auront disparu : maïs, contre-plaqués. Nouveaux produits : légumes, margarine, thé, bétail (vivant), fibres de coton, coton (tissus), panneaux de fibres.
Gabon	:	Produits qui auront disparu : maïs, bétail (vivant). Nouveaux produits : fruits, margarine, poissons (en conserve), coton (tissus), panneaux de fibres.
RCA	:	Produits qui auront disparu : maïs, farine de blé. Nouveaux produits : légumes, margarine, poissons (en conserve), coton (tissus), panneaux de fibres.
Tchad	:	Produits qui auront disparu : mil et sorgho, riz, viande, poissons (de rivière). Nouveaux produits : margarine, poissons (en conserve), sciages.
Congo (Rép. dém. du)	:	Produits qui auront disparu : farine de blé, orge (malt), chèvres et moutons. Nouveaux produits : maïs, légumineuses, fruits, légumes, poissons (de mer), poissons (en conserve).

- Burundi : Nouveaux produits : tabac manufacturé, arachides (huile), savon, margarine, sciages, contre-plaqués.
- Rwanda : Nouveaux produits : tabac manufacturé, arachides (huile), savon, margarine, coton (tissus), sciages, contre-plaqués, panneaux de fibres.

Les pays situés en dehors de l'UDEAC connaîtront tous une augmentation de leur fraction du commerce intra-sous-régional, en particulier la République démocratique du Congo dont la part passera de 4,9 pour 100 en 1965/66 à 21,7 pour 100 en 1985. Parmi les pays de l'UDEAC, il est prévu que le Gabon augmentera légèrement sa contribution aux échanges agricoles centrafricains grâce surtout à l'augmentation de ses importations en provenance de la sous-région, alors que le Cameroun augmentera sensiblement la proportion de ses exportations vers les pays de la sous-région, de 5,7 pour 100 en 1965/66 à 21,3 pour 100 en 1985. Selon les prévisions, tous les autres pays joueront un rôle moins important, en particulier le Congo-Brazzaville dont la contribution aux exportations diminuerait de moitié et la contribution aux importations d'un peu moins de 20 pour 100; il doit maintenir toutefois sa place dans le groupe des pays ayant des balances intra-sous-régionales favorables, comme le Cameroun et le Tchad. On prévoit que tous les autres pays enregistreront des déficits, et qu'en termes absolus ils auront augmenté leurs importations en 1985, ainsi que leurs exportations à l'intérieur de la sous-région.

La viande (viande fraîche, bovins vivants, viande en conserve et moutons et chèvres vivants) était en valeur le principal produit du commerce intra-sous-régional en 1965/66 et on prévoit que cette situation se maintiendra jusqu'en 1985. Il est prévu en effet que la valeur passera de 9 millions de dollars EU en 1965/66 à plus de 18 millions en 1985 (aux prix de 1965/66). La viande fraîche représentera de loin la plus grande proportion des échanges, alors que la proportion du bétail vivant déclinera quelque peu et que celle de la viande en conserve, actuellement non existante, atteindra en 1985 la valeur de 950.000.000 de dollars.

En raison des techniques marines peu avancées et du manque de capitaux dans beaucoup de pays, la sous-région continue à souffrir d'un déficit de poisson de mer et de poisson en conserve, mais en revanche elle a un excédent de poisson d'eau douce. La proportion des poissons de mer et des poissons en conserve, actuellement presque inexistante, augmentera sensiblement dans le commerce intra-sous-régional pour atteindre 4.880.000 dollars en 1985, alors que l'augmentation de la proportion des poissons d'eau douce sera relativement modeste - de 3,5 millions en 1965/66 à 6.380.000 dollars en 1985. Les principaux exportateurs de poisson de mer ou en conserve seront le Congo-Brazzaville et le Cameroun alors que le Tchad et la République démocratique du Congo continueront à être les principaux fournisseurs de poisson d'eau douce.

La sous-région continuera à manquer de tabac, brut et manufacturé, et il est donc peu probable que les échanges intra-sous-régionaux de tabac augmentent, à moins que le Rwanda et le Burundi ne commencent à effectuer quelques exportations en direction de la République démocratique du Congo. Il est prévu que le commerce du tabac manufacturé augmentera pour passer de 720 tonnes en 1965/66 à 1.886 tonnes en 1985, alors que sa valeur passera de 4.320.000 dollars EU à 11.320.000.

Le fait que les pays préféreront transformer leur coton sur place contribuera au déclin des échanges intra-sous-régionaux de fibres de coton - de 6.000 tonnes en 1965/66 à 1.650 tonnes en 1985, ce dernier chiffre correspondant au coton qui seraourné par la RCA et la République démocratique du Congo pour combler le déficit du Congo-Brazzaville. Il est prévu en revanche que le commerce sous-régional en tissu de coton augmentera d'environ 5 fois et demie tant en valeur qu'en volume (en 1965/66 : 420 tonnes et 1.130.000 dollars, en 1985 : 2.300 tonnes et 6.210.000 dollars - aux prix de 1965/66.)

Il est prévu que les échanges sous-régionaux de sucre passeront de 23.650 tonnes en 1965 à environ 31.000 tonnes en 1985 (4,7 et 6,2 millions de dollars respectivement - prix 1965/66). Le grand problème est de trouver un marché extérieur pour l'excédent de sucre du Congo-Brazzaville qui sera d'environ 86.000 ou 87.000 tonnes en 1985. En effet, l'augmentation de la production du Tchad et du Cameroun se traduira par une forte réduction de leurs importations, et le Burundi et le Rwanda importeront probablement des excédents d'Afrique de l'est. A cet égard, on prendra note du fait que les Projections sur les produits agricoles de la FAO sont plutôt pessimistes quant aux perspectives d'exportation du sucre sur le marché mondial, et l'on estime que les pays qui ont l'intention d'augmenter leur production de sucre feraient bien de tenir compte de ce danger.

En 1965/66, le total du commerce intra-sous-régional de légumes était de 500 tonnes (90.000 dollars); il est prévu qu'il atteindra 25.700 tonnes ou 4.630.000 dollars en 1985. Pourtant, à l'exception du Rwanda, du Burundi et du Cameroun, qui auront probablement des excédents, il semble que la sous-région restera déficitaire à cet égard jusqu'en 1985.

Les échanges intra-sous-régionaux en produits du bois accuseront un accroissement de 1.167.000 dollars en 1965/66 à 4.028.000 dollars en 1985 (aux prix de 1965/66). Les usages passeront d'un montant négligeable à plus de la moitié de la valeur totale du commerce sous-régional de ce groupe de produits pour atteindre 32.000 mètres cubes ou 2.016.000 dollars en 1985. Le commerce des grumes qui en 1965/66 atteignait 1.829.00 dollars et 16.571 tonnes disparaîtra complètement du commerce intra-sous-régional parce que beaucoup de pays conserveront une grande partie de leur production pour leurs industries intérieures. Il est prévu que le commerce intra-sous-régional de contre-plaqués atteindra 8.000 tonnes, en supposant que toutes les importations proviendront de la sous-région. En revanche, selon les prévisions, le commerce intra-sous-régional de panneaux de fibres atteindra 3.000 tonnes - chiffre correspondant en grande partie aux exportations de



la République démocratique du Congo vers les pays de l'UDEAC. On ne prévoit pas d'échanges intra-sous-régionaux pour le papier et le carton, car les pays de la sous-région continueront à s'approvisionner à l'extérieur.

Il est prévu que les échanges intra-sous-régionaux de légumineuses passeront de presque rien en 1965/66 à 2.028.000 dollars en 1985. En 1965/66, les importations brutes de légumineuses de la sous-région étaient de 2.200 tonnes et les exportations brutes de 500 tonnes, ce qui signifie que la sous-région dans son ensemble avait un déficit de 1.700 tonnes qui en 1975 doit se changer en un excédent de 3.400 tonnes et en 1985 de nouveau en un déficit de 2.300 tonnes.

On prévoit que le commerce intra-sous-régional de savon passera d'une valeur de 848.000 dollars (848 tonnes) en 1965/66 à 1.516.000 dollars (1.516 tonnes) en 1985. Il est probable que la République démocratique du Congo, le Congo-Brazzaville et le Cameroun, qui sont les principaux producteurs, réduiront fortement leurs importations et accroîtront leurs excédents exportables, ce qui permettra de réduire les déficits du Tchad, du Rwanda et du Burundi. La sous-région verra donc son déficit diminuer de 5.265 tonnes en 1965/66 à 1.175 tonnes en 1985.

Il est prévu que le commerce du thé à l'intérieur de la sous-région accusera une augmentation de 548.000 dollars (577 tonnes) en 1965/66 à 1.520.000 dollars (1.600 tonnes) en 1985. Il s'agira principalement des exportations du Cameroun et de la République démocratique du Congo vers le Tchad et la RCA. En 1965/66, la demande d'importations de thé a été compensée par les excédents exportables à l'intérieur de la sous-région. En raison de la faible consommation de thé par habitant dans beaucoup de pays, toutefois, on prévoit le maintien de la situation excédentaire jusqu'en 1985, année pendant laquelle les importations atteindront 1.814 tonnes contre un excédent d'exportations de 23.199 tonnes.

Le commerce intra-sous-régional du cola ne représente que 1.000 tonnes ou 300.000 dollars, étant donné que le Nigéria fournit la majeure partie des importations du Tchad. Toutefois, en 1985, on prévoit que le Cameroun pourrait fournir 6.000 tonnes (soit l'équivalent de 1 million de dollars aux prix de 1965/66) au Tchad sur les 7.800 tonnes qu'importera ce dernier.

- a) l'analyse de la situation, en ce qui concerne certains produits, par pays révèle les particularités suivantes, qui semblent mériter un examen approfondi dans le cadre de la phase II :

Viande : La sous-région est actuellement excédentaire. Les exportations portent en effet sur 170.000 bovins, 95.000 ovins et 28.000 caprins vivants en 1965/66, et sur 7.500 tonnes de viande réfrigérée, alors que les importations sont de 60.000 bovins, 7.000 ovins et 28.000 caprins vivants et de 16.000 tonnes de viande réfrigérée. On évalue l'excédent à environ 11.000 tonnes d'équivalent viande et abats.

En 1985, la sous-région sera encore excédentaire en viande de boeuf, de mouton et de chèvre (importations de 59.000 tonnes d'équivalent viande et abats et exportations de 85.000 tonnes) mais il convient de souligner qu'en fait, une partie des exportations du Tchad continuant à être dirigée vers le Nigéria, le reste de la sous-région sera déficitaire. Il y a donc là un important problème que l'on retrouve, à un stade plus aigu, en Afrique de l'Ouest, et qui devrait constituer un des thèmes d'étude et d'action de la seconde phase.

Le problème est du même ordre pour le poisson de rivière, les excédents du Tchad augmentant peu et continuant à se diriger vers le Nigéria en majeure partie, la sous-région n'aura pas un excédent très important et des procédés permettant d'améliorer la production, la préparation et la commercialisation de ce produit devraient être mis en oeuvre sans tarder.

Quant au poisson de mer, le déficit restera très élevé, passant de 138.000 tonnes d'équivalent frais en 1965/66 à 191.000 tonnes en 1985. Les excédents du Cameroun, du Congo (B) et du Gabon, ne suffiront pas à combler l'énorme déficit du Congo (K). Il y a donc là aussi un thème d'action prioritaire.

Maïs : La sous-région restera un importateur net de ce produit entre 1975 et 1985. Le total de ses importations qui était de 59.700 tonnes en 1965/66 atteindra 92.000 en 1975 et retombera à 60.600 tonnes en 1985, ces chiffres concernant presque exclusivement la République démocratique du Congo. En dehors de l'excédent exportable de 1.200 tonnes du Congo-Brazzaville, toutes les importations de la République démocratique du Congo sont supposées provenir de l'extérieur de la sous-région. Au cours de la Phase II, il conviendrait de vérifier la valeur de cette hypothèse et étudier la mesure dans laquelle la sous-région est capable de combler son propre déficit en ce qui concerne ce produit.

Blé et farine de blé : En 1965/66, le total des importations de blé pour la sous-région atteignait 18.900 tonnes dont 16.000 pour le Congo-Brazzaville. Les importations de farine de blé pour la même année ont atteint 89.700 tonnes, dont une grande partie - 49.500 tonnes - pour la République démocratique du Congo, et 21.500 tonnes pour le Cameroun. Comme la plupart des pays de la sous-région ont l'intention d'établir des minoteries, on compte que les importations de blé de la sous-région atteindront 213.300 tonnes en 1975 et 363.600 tonnes en 1985, alors que les importations de farine de blé descendront à 3.100 tonnes en 1975 et, en 1985, seront remplacées par un excédent pour l'exportation de 19.200 tonnes.

Riz : La sous-région restera un importateur net de ce produit entre 1975 et 1985. Ses importations de 33.000 tonnes en 1965/66 fléchiront d'ici 1975 jusqu'à 6.400 tonnes puis remonteront à 12.300 tonnes en 1985; la grande partie de ces importations seront pour la République démocratique du Congo - respectivement 30.300, 4.500 et 12.100 tonnes pour les trois années indiquées. Sur la base des projections, on peut prévoir que le riz sera importé de l'extérieur de la sous-région. Là aussi, comme dans le cas du maïs, il faudrait au cours de la phase II de l'étude vérifier la valeur de ces prévisions et la possibilité d'exploiter le potentiel de la sous-région pour répondre à la demande.

Légumes : La sous-région restera un importateur net de légumes entre 1975 et 1985. On estime que son déficit de 22.500 tonnes en 1965/66 se réduira à 16.800 tonnes en 1985. La République démocratique du Congo maintiendra ses fortes importations d'environ 25.000 tonnes par an pendant la période considérée, alors que le Congo-Brazzaville, le Gabon et le Tchad feront plus que tripler leurs importations.

4. Dans le domaine des recherches et de l'éducation, les possibilités de coopération sont les suivantes :

A. RECHERCHES

Dans le domaine des recherches techniques, la sous-région de l'Afrique du centre possède environ 50 stations de recherche de plus ou moins grande importance spécialisées en diverses cultures, élevage, sylviculture et pêches.

- i) Il semble qu'il existe un champ d'action assez étendu pour une coopération et une coordination de la recherche sur les divers produits, par exemple : coton, riz, arachides, café, thé, blé, pyrèthre, tabac, orge, huile de palme, cacao, hévéa. Il est évident qu'il faudra établir un ordre d'urgence, parmi ces produits, en tenant compte des objectifs de développement national, économique et social.
- ii) Dans le domaine de l'élevage, on distingue pour la recherche quatre grandes régions écologiques, à savoir : la zone de haute altitude du Burundi, du Rwanda et du Congo oriental, les zones équatoriales en République démocratique du Congo, au Congo-Brazzaville, au Burundi et au Rwanda, les zones d'altitude moyenne dans la région de savane, de la République démocratique du Congo, du Cameroun et de la RCA, la zone de savane au Tchad et en RCA. Il existe semble-t-il des possibilités d'établir des systèmes communs de fermes en matière de gestion et d'élevage et de poursuivre l'action commune dans la lutte contre les maladies, comme dans le cas de la peste bovine. Il y aurait aussi la possibilité d'entreprendre des recherches communes en vue de produire des vaccins efficaces contre d'autres maladies, comme par exemple la pleuropneumonie bovine contagieuse.
- iii) On pourrait également rechercher les possibilités d'établir des usines pour la fabrication d'insecticides et produits antiparasitaires dans la lutte contre la trypanosomiase.
- iv) Le laboratoire de FARCHA à Fort-Lamy pourrait servir de centre de recherche sur la santé animale pour toute la zone de savane.
- v) Les recherches sur les pêcheries offrent également des possibilités de coopération. Le seul centre de recherche existant établi à Pointe Noire, peut fournir des renseignements utiles à la République démocratique du Congo, au Cameroun et au Gabon.

- vi) En ce qui concerne la pêche dans les eaux intérieures, les travaux de recherche effectués au Tchad, par l'ORSTOM et la CTFT pourraient être aussi utilisés au Cameroun et au Nigéria. La Commission du Bassin du Lac Tchad est déjà en train de procéder à une oeuvre de coordination.

## B. EDUCATION ET FORMATION

- i) La sous-région dispose de quatre institutions de niveau universitaire pour l'agriculture (dont 3 en République démocratique du Congo), de 16 établissements du niveau intermédiaire (dont 10 pour la République démocratique du Congo), et de 30 établissements du niveau inférieur (dont 20 en République démocratique du Congo). La capacité pour le niveau supérieur est de 195 et pour le niveau inférieur de 244 étudiants.
- ii) Il existe neuf instituts intermédiaires de formation d'assistants vétérinaires et spécialistes de l'élevage; celui qui est situé au Tchad dessert quelques-uns des pays du groupe.
- iii) Il existe trois écoles intermédiaires de sylviculture, une au Cameroun et deux au Gabon.
- iv) La coopération dans le domaine de la formation agricole pourrait s'effectuer comme suit: les étudiants des divers pays de la sous-région se rendraient à la Haute Ecole fédérale d'agriculture du Cameroun et à Wakombo en RCA (comme c'est déjà le cas); le centre pour l'élevage serait le Tchad, et Cap Esterras, au Gabon, le centre pour la sylviculture.
- v) En général, le personnel des cadres moyens nécessaires à la sous-région pourrait être formé en République démocratique du Congo, au Cameroun, au Burundi et en RCA, puisque la plupart de ces pays, à l'exception peut-être du premier, semblent ne pas utiliser pleinement leur capacité.
- vi) Seuls le Tchad, le Cameroun et la République démocratique du Congo ont des institutions agricoles de niveau universitaire. Les cadres supérieurs pour l'agriculture et les forêts pourraient être formés au Congo, à l'Université de Lovanium, au Tchad, et au Cameroun à la Haute Ecole fédérale d'agriculture; pour la sylviculture, l'Institut national des études forestières (INEF) au Gabon est tout indiqué.
- vii) A l'exception de celle qui existe en République démocratique du Congo, il n'y a pas d'école pour la formation de cadres supérieurs dans le domaine de l'élevage, et il paraît souhaitable d'envisager la création d'un institut ou d'une faculté de sciences vétérinaires qui sera attaché à l'une des universités existant dans la sous-région.

Toutes ces propositions méritent d'être examinées plus à fond et devraient faire l'objet de recherches plus détaillées dans le cadre de la phase II de l'étude.

ENQUETES SUGGEREES POUR LA PHASE II DE L'ETUDE,  
POUR EN COMPLETER LA PHASE I,  
COMPTE TENU DES RESTRICTIONS ET INDICATIONS SUSMENTIONNEES

Dans cette phase de l'étude, on n'a pas cherché à examiner les perspectives du développement agricole dans le cadre des diverses politiques agricoles et économiques. On s'est borné à établir des prévisions sans chercher à proposer une politique agricole plus active qui permettrait aux pays de se développer plus rapidement en utilisant au maximum tous les facteurs économiques disponibles. Toutefois, l'étude sur la coopération et les échanges agricoles intra-sous-régionaux dans le cadre de la décennie du développement, tend à dépasser le champ des simples prévisions. Elle doit pouvoir indiquer aux gouvernements de nouveaux moyens d'intensifier leurs efforts et d'accélérer la mise en valeur de leurs ressources. Ce dernier objectif ne saurait être atteint sans un examen plus approfondi des ressources du pays, suivi d'une évaluation des plans à court, moyen et long terme, - là où des plans existent-; c'est ce que l'on envisage dans la phase II. Toutefois, pour atteindre des objectifs économiques donnés - en l'occurrence des objectifs agricoles - il est indispensable d'établir des plans à court terme et des plans de perspectives et cette étude devrait encourager les gouvernements à le faire.

Les plans révèlent le rythme et les objectifs de la politique de développement. On peut analyser leur efficacité et les possibilités d'atteindre ces objectifs. Ils offrent les meilleures estimations possibles du développement de la production et du commerce. Pour réaliser une bonne coopération économique dans la sous-région, il serait bon que les pays d'Afrique du centre dressent des plans dans ce sens. Ils pourraient se mettre d'accord pour demander à la CEA d'examiner leurs plans de développement et de suggérer les additions et les modifications qui permettraient d'étendre au maximum la coopération régionale, et d'élaborer un plan général de développement régional.

Il est bon de se rappeler que les politiques de développement ne consistent pas seulement en objectifs économiques et que les plans ne visent pas nécessairement à obtenir une production économique maximale. Une croissance économique rapide implique des sacrifices au niveau de la consommation et des services sociaux; les gouvernements devraient arrêter une politique permettant une répartition aussi bonne que possible, à leur avis, des avantages économiques et sociaux et qui prévoierait de gros crédits pour la santé, l'éducation, les services sociaux, sans négliger pour autant les investissements destinés à accroître le potentiel de production du pays. Pour obtenir ce résultat il faut que la politique favorise l'épargne et que les consommateurs acceptent un régime d'austérité. Les objectifs prévus pour la production, les échanges et la demande doivent être compatibles

avec ceux de la politique des pays concernés. C'est en cela certainement que résident les limites de tous pronostics du développement à long terme, c'est pourquoi, quand les politiques changent, il convient de réviser les objectifs en conséquence.

La phase I de l'étude sous sa forme actuelle s'efforce de révéler l'écart qui existe dans les possibilités d'amélioration entre, d'une part, une politique agricole et commerciale non systématique permettant, au mieux, d'aboutir à un rythme de développement assez modéré, et d'autre part une politique de développement active et efficace de la part des pays intéressés. Les études de la phase II devraient montrer quelles politiques actives et efficaces les pays de la sous-région pourraient adopter dans ce sens.

Plus l'écart entre les ressources exploitées et les ressources potentielles est grand, plus le rythme de développement devient imprévisible, à moins qu'on ne le calcule d'après une étude approfondie de la structure économique, sociale et politique du pays qui permet de prévoir l'évolution possible de la politique économique.

Pour se faire une idée a) du potentiel de développement pendant une certaine période - dans le cas présent jusqu'en 1985; et b) du développement probable au cours de ladite période, compte tenu des politiques agricoles des divers pays de la région, il faudrait effectuer, dans les pays mêmes, des enquêtes détaillées sur les points suivants: i) les possibilités de ces pays en ce qui concerne l'agriculture, l'élevage, la pêche et les forêts, ii) leurs plans, projets et programmes de développement agricole et iii) leur législation agricole ainsi que la législation et les accords internationaux influant sur les échanges de produits agricoles. Quant au développement agricole, il faudrait disposer des renseignements et des analyses ci-après:

- i) La qualité et la quantité des terres et des ressources hydrauliques de la région doivent être mesurées et évaluées en fonction des éléments suivants: a) valeurs économiques telles qu'investissements, sources de financement, marché; b) institutions, telles qu'administration et établissements fournissant des services; c) infrastructure, en particulier, des transports; d) principaux aspects sociaux et humains qui agissent sur l'offre de main-d'oeuvre et les marchés intérieurs; e) climat plus ou moins favorable aux investissements et au financement extérieurs; et f) évolution possible des marchés étrangers.
- ii) Le niveau technique de la production agricole, de la production de bétail et de poisson, ainsi que de la production forestière dans diverses parties des pays de la région doit être évalué afin d'obtenir: a) une indication réaliste quant à la production réelle (contrôle des statistiques); b) des estimations

concernant les capacités potentielles de production selon les possibilités physiques et économiques. Sous cette dernière rubrique, il convient d'évaluer les facteurs suivants : ressources en terres et en eau; effet des divers intrants sur les récoltes des différents produits; autres cultures possibles; mesure dans laquelle il est souhaitable de combiner différentes cultures et produits d'élevage ou d'en remplacer certains par d'autres; investissements consacrés à des améliorations permanentes; tous autres facteurs propres à accroître la production agricole. Il s'agit en premier lieu d'une enquête technique, mais sans ces renseignements, aucune méthode d'analyse économique ne peut donner des prévisions raisonnables sur le développement de l'agriculture dans les pays ou dans une région présentant les caractéristiques de l'Afrique du centre. Les objectifs pour 1985 calculés dans le cadre de cette étude sont en fait assez modérés et pourraient être dépassés avec toute politique agricole qui ne serait pas passive, sauf peut-être en ce qui concerne l'élevage des bovins, car les taux d'accroissement sont fonction de la fécondité et des prévisions de croissance directement reliées aux estimations du cheptel. Or, il existe de grandes différences entre les divers recensements du cheptel dans la région, et un taux d'accroissement élevé dépend - le facteur fécondité mis à part - de contrôles vétérinaires et de mesures prophylactiques efficaces, de meilleures conditions d'abreuvement et de pâturage, d'objectifs qu'il reste encore à atteindre. On peut donc se demander si les chiffres fixés par le PIM et la CEA pour le bétail et la viande sont réalisables. Pour atteindre et dépasser les objectifs fixés à la production de la plupart des autres cultures, il faut largement tenir compte de deux facteurs : l'évolution de la demande d'une part et les possibilités d'accroître la production d'autre part.

Il n'est pas nécessaire que ces recherches entrent dans des explications techniques détaillées et établissent des preuves. Les possibilités de production doivent être évaluées et dûment spécifiées par les experts techniques. A partir de leurs conclusions et avec leur aide, les économistes pourront alors dégager certaines conclusions sur les perspectives économiques des produits analysés. En examinant la politique économique générale, la politique commerciale et fiscale de même que les plans, programmes et projets de développement, on pourrait aboutir à une analyse valable des aspects ci-après :

- a) évolution probable, vu les conditions existantes; b) facteurs favorables au développement général et à celui de produits donnés,
- c) facteurs contraires au développement général et à celui de produits donnés; d) facteurs, omis ou négligés par la politique existante ou prévue et qui sont essentiels ou utiles au développement;
- e) facteurs propres à favoriser le commerce intra-sous-régional.



De telles études devront s'effectuer par pays; une fois qu'elles seront achevées dans tous les pays centrafricains, et alors seulement, on pourra préparer un plan général de développement sous-régional, une synthèse des plans individuels qui orienterait les divers modes de développement en fonction de la coopération sous-régionale.

La phase I de l'étude met également l'accent sur un autre domaine de coopération: la création d'un réseau commun de recherches agricoles pour toute l'Afrique du centre et l'utilisation par tous les pays qui la composent des établissements et moyens d'enseignement - en particulier au niveau supérieur ou des spécialités dans les domaines de l'agriculture, des sciences vétérinaires, de la sylviculture et de la pêche.

La prospection de ce domaine de la coopération doit, dès l'abord, s'affectuer à l'échelle sous-régionale. Elle comporterait la visite de tous les établissements de recherche et d'enseignement centrafricains en vue de comparer leurs fonctions, leur envergure et leurs possibilités respectives, et de formuler des recommandations pour l'élaboration de programmes de recherche plus efficaces à l'intention de zones homogènes de la sous-région, pour l'élimination des doubles emplois dans les programmes de recherche et d'enseignement et pour la création d'un petit nombre de facultés et collèges bien équipés pour l'agriculture, les sciences vétérinaires et la sylviculture.

A titre d'indication, on a joint à l'annexe II, l'esquisse de deux programmes d'études pour la phase II.

Le premier programme couvre presque tous les aspects du développement agricole qui peuvent être étudiés en vue d'obtenir une image assez complète de tous les facteurs contribuant au développement agricole. Les résultats de cette étude seraient: i) une évaluation relativement sûre des possibilités de développement dans tous les secteurs intéressés - agriculture, élevage, pêche et forêts; ii) une évaluation des possibilités de réalisation des plans, programmes et projets de développement agricole des pays.

Le deuxième programme prévoit un examen limité mais approfondi, de tous les domaines de coopération intra-sous-régionale, en particulier les échanges de certains produits, les transports, une politique commerciale commune et la coopération dans la recherche et l'enseignement agricole supérieur ou spécialisé. Ce deuxième programme pourrait servir de modèle à l'étude pilote à effectuer dans un pays qui a été proposée comme prolongement de la présente étude.

Outre cette étude pilote, il y aurait lieu d'entreprendre au moins deux autres études spéciales dans le cadre de la phase II, toutes deux à effectuer sur une base sous-régionale plutôt que nationale:

- a) Etude du rôle de la situation géographique et des transports sur le commerce de produits agricoles à l'intérieur de l'Afrique du centre (couvrant plus ou moins les zones et les routes indiquées à l'annexe III);
- b) Etude sur l'ensemble des traités internationaux, des zones de libre échange - telles que l'UDEAC - et de tout autre accord international agissant sur les échanges de produits agricoles entre pays de la sous-région.

D'un point de vue méthodologique il reste à décider s'il est nécessaire d'entreprendre une étude pilote dans un ou plusieurs pays centrafricains pour démontrer quel type d'étude produira des renseignements intéressants sur le développement et le potentiel commercial de ce ou de ces pays avec les autres pays de la sous-région.

Une analyse plus complète des facteurs qui favorisent ou freinent le commerce intra-régional est indispensable. Certains obstacles au commerce sont de nature économique et technique, d'autres sont de nature politique. On pourrait surmonter ces derniers en passant des accords propres à supprimer ces barrières ou à en réduire les effets sur le courant des échanges. Dans cette analyse, on cherchera à déterminer les conséquences des démarcations politiques sur le commerce entre le pays étudié et ses partenaires commerciaux de la sous-région et on indiquera les domaines où la coopération économique peut surmonter les barrières commerciales.

Les barrières d'ordre économique et technique sont par exemple les suivantes: prix de revient élevé; frais de manutention et de transport dus à la situation géographique de pays; structure économique et sociale du pays; ses ressources en terres et en eau, et son infrastructure générale.

On peut aplanir des obstacles tels que les distances entre les marchés des divers pays de la sous-région par une meilleure infrastructure des transports, et des méthodes de production plus efficaces. Il y aura lieu d'étudier ces facteurs et d'autres encore dans le pays choisi pour voir dans quelle mesure ils affectent le commerce avec les autres pays de la sous-région.

La réunion pourrait choisir les pays qui conviendraient le mieux pour une étude pilote en considérant les critères suivants:

- 1) Celui des huit pays centrafricains dont les échanges de produits agricoles à l'intérieur de la sous-région sont les plus importants en termes absolus, et dont les importations et exportations intra-sous-régionales sont les mieux équilibrées.

- 2) Celui où la part des exportations et importations de produits agricoles intra-sous-régionales est la plus forte dans le total de ses exportations et importations agricoles.
- 3) Valeur des échanges agricoles intra-sous-régionaux par rapport au PIB.
- 4) Pays dont le commerce avec la sous-région porte sur une grande variété de produits.
- 5) Pays qui dépendent économiquement des échanges à l'intérieur de la sous-région.
- 6) Pays dont l'écologie, la structure agricole et les caractéristiques économiques sont typiques de la sous-région.

Sur la base des critères susmentionnés, le Tchad occupait en 1965 la première place pour 1) et 2), la seconde pour 3) alors que la République du Congo avait la première place pour 3) et la seconde pour 1) et 2). En 1985, les mêmes pays se trouveront dans un ordre légèrement différent. Le Tchad occupera la première place pour 1) et 3) et la seconde pour 2) et le Congo-Brazzaville la première place pour 2) et la seconde pour 1) et 3).

Il est impossible de chiffrer exactement les autres critères, mais le Tchad et le Congo-Brazzaville viennent au premier rang pour 4) et 5). Le Tchad, vu sa situation dans la zone des savanes, est mal placé pour 6), car, les territoires de la plupart des autres pays centrafricains sont situés en grande partie dans la zone de la forêt équatoriale.

La RCA est seule à occuper une position médiane, la plus grande partie de son territoire se trouvant dans la zone des savanes, le reste dans la zone de forêts. Elle occupe la troisième place pour la plupart des autres critères.

Les deux pays les plus grands et les plus développés, le Cameroun et la République démocratique du Congo n'ont eu, en 1965/66, que des échanges insignifiants de produits agricoles avec les pays de la sous-région; la valeur totale de ces échanges représentait moins de trois millions de dollars pour le Cameroun et moins de deux millions pour la République démocratique du Congo. Il est prévu que d'ici 1985 ces échanges se seront sensiblement accrus. Ainsi la République démocratique du Congo devrait devenir le principal importateur de la région (presque 21 millions de dollars EU) alors que le Cameroun deviendrait le troisième exportateur avec 15,5 millions de dollars EU. On prévoit que des trois pays restants, seul le Gabon deviendra un gros importateur de produits agricoles centrafricains tandis que le commerce du Burundi et du Rwanda continuera de s'orienter

principalement vers l'Afrique de l'est. Tout développement des échanges de ces deux pays à l'intérieur de la sous-région se ferait en direction de la République démocratique du Congo.

Compte tenu des critères énumérés plus haut et de tout autre facteur influant sur les échanges à l'intérieur de l'Afrique du centre, on a retenu le Tchad comme le pays paraissant convenir le mieux à une étude pilote dans le cadre de la phase II du projet, s'il est décidé qu'une telle étude doit être entreprise. Le Congo le suivrait de près, puis la RCA. Une étude préliminaire du Tchad, ainsi qu'un plan, dans le sens indiqué plus haut, d'une éventuelle étude pilote sur ce pays (annexe IV) sont soumis à votre attention, comme base de discussion sur la nécessité et l'orientation de telles études pilotes par pays. Il convient de souligner à ce propos, qu'une équipe de l'assistance technique du PNUD en matière de planification est en voie de création pour travailler au Tchad pendant un an.

## RESUME

1. Selon les prévisions, les échanges des produits agricoles à l'intérieur de l'Afrique du centre tripleront alors que la production agricole de la sous région doublera seulement.

2. Il semble qu'on ne puisse attendre de changement important dans la composition du commerce des produits agricoles à l'intérieur de la sous-région jusqu'en 1985; parmi les principaux produits on continuera de relever la viande, le tabac (manufacturé), le poisson, le sucre et le coton (fibres ou tissu). Cependant de nombreux nouveaux produits agricoles transformés ou non, participeront probablement au commerce sous-régional, bien qu'il soit impossible de prévoir en quelles quantités et pour quelles valeurs.

3. Le rang des clients et fournisseurs de produits agricoles en Afrique du centre sera modifié, la République démocratique du Congo passant de la sixième à la première place pour les importations et à la seconde pour l'ensemble des échanges, le Tchad restant à la première place pour les exportations et pour l'ensemble des échanges. En termes d'importance relative, par rapport au total de leur commerce extérieur en produits agricoles, le Tchad, le Congo-Brazzaville et la RCA sont les pays qui ont le plus d'avantages à tirer du commerce intra-sous-régional.

4. C'est suivant les méthodes du PIM qu'on a calculé le volume de production et les objectifs commerciaux pour 1985. Bien qu'elles puissent paraître assez modérées ces projections ont tenu compte du potentiel des pays intéressés et reflètent ce que l'on a cru pouvoir raisonnablement réaliser.

## RECOMMANDATIONS GENERALES

5. Les données statistiques dont on dispose pour la région sont souvent incertaines et fragmentaires. Des sources différentes peuvent révéler des statistiques contradictoires. Il conviendrait d'examiner les données sur les sources de production et les échanges dans les divers pays pour obtenir des estimations plus sûres.

6. Pour fixer, à l'avenir, des objectifs plus réalistes, il y aurait lieu d'étudier le potentiel de production pour les principaux produits agricoles dans tous les pays de la sous-région, et d'analyser les résultats en fonction des régimes agraires, des institutions fournissant des services, des législations agraires et commerciales existantes.

7. Il faudrait étudier et évaluer la politique agricole générale, les plans de développement agricole ou, à défaut, les principaux programmes et projets agricoles afin d'obtenir une image aussi juste que possible du rythme et de l'orientation du développement agricole. Ceci devrait comprendre également des programmes ou des projets de développement communs tels que la mise en valeur de la vallée de la Ruzizi, entre le Congo (Kinshasa), le Burundi et le Rwanda; l'exploitation des pêcheries du Lac Tanganyika (Congo(Kinshasa) et Burundi) et le développement de la vallée du Logone (Tchad et Cameroun).

Voir en annexe V la liste des projets d'intérêt sous régional actuellement mis en oeuvre par les Nations Unies.

Annexe I Tableau XIII : Matrice du commerce intra régional de produits agricoles en 1965/66

Pays importateurs	Pays im- portateurs	Cameroun	Congo(B)	Gabon	RCA	Tchad	UDEAC	Congo(K)	Burundi	Rwanda	Total	% de total en valeur
Cameroun	T	122	1.255	105	4.160	5.642	-	-	-	-	5.642	
	V	18	489	12	793	1.312	-	-	-	-	1.312	5,7
Congo (B)	T	2.500	1.822	3.585	18.233	26.140	11.900	-	-	-	38.040	
	V	500	1.560	2.500	5.198	9.758	595	-	-	-	10.353	44,8
Gabon	T	488		195	227	1.300	-	-	-	-	1.300	
	V	127		51	59	338	-	-	-	-	338	1,5
RCA	T	1.400	-	-	1.120	2.520	4.671	-	-	-	7.191	
	V	325	-	-	1.348	1.673	234	-	-	-	1.907	8,2
Tchad	T	1.845	13.000	1.060	25.865	41.770	555	-	-	-	42.325	
	V	526	2.370	498	4.724	8.118	261	-	-	-	8.379	36,2
UDEAC	T	6.233	13.512	4.137	29.750	23.740	77.372	17.126	-	-	94.498	
	V	1.478	2.489	2.547	7.287	7.398	21.199	1.090	-	-	22.289	96,4
Congo (K)	T	-	-	55	265	320	-	-	1.600	-	1.920	
	V	-	-	52	252	304	-	-	208	-	512	2,2
Burundi	T	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	V	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rwanda	T	-	-	-	-	-	-	1.750	-	-	1.750	
	V	-	-	-	-	-	-	315	-	-	315	1,4
TOTAL	T	6.233	13.512	4.137	29.805	24.005	77.692	18.876	1.600	-	98.168	
	V	1.478	2.489	2.547	7.339	7.650	21.503	1.405	208	-	23.116	100,0
% du total en valeur		6,4	10,8	11,0	31,7	33,1	93,0	6,0	1,0	-	100,0	

## Annexe I

Tableau XIV : Matrice du commerce intra régional de produits agricoles en 1985

Pays im- portat- eurs Pays ex- por- tateurs		Cameroun	Congo (B)	Gabon	RCA	Tchad	UDEAC	Congo (K)	Burundi	Rwanda	TOTAL	% du total
Cameroun	T		7.251	7.736	1.234	22.184	38.405	11.900	-	-	50.305	21,3
	V		2.377	3.491	1.143	5.032	12.043	3.456	-	-	15.499	
Congo (B)	T	2.500		5.650	9.500	13.970	31.620	11.550	-	-	43.170	24,3
	V	500		3.690	4.892	4.646	13.728	3.924	-	-	17.652	
Gabon	T	3.000	-		1.000	1.000	5.000	5.000	-	-	10.000	1,8
	V	300	-		260	250	920	500	-	-	1.320	
RCA	T	50	700	250		8.600	9.600	-	-	-	9.600	3,1
	V	135	460	675		999	2.269	-	-	-	2.269	
Tchad	T	6.416	18.550	150	44.152		69.268	39.817	-	-	109.085	32,1
	V	744	2.852	307	7.834		11.737	11.585	-	-	23.322	
UDEAC	T	11.966	26.501	13.786	55.886	45.754	153.893	66.267	-	-	222.150	82,6
	V	1.679	5.689	8.163	14.129	10.937	40.597	19.465	-	-	60.062	
Congo (K)	T	1.000	2.000	950	650	1.200	5.800	4.000	7.496	5.173	18.469	14,7
	V	220	720	1.325	225	1.030	3.520	720	4.255	2.897	10.672	
Burundi	T	-	-	-	-	-	-	4.000	-	200	4.200	1,7
	V	-	-	-	-	-	-	720	-	540	1.260	
Rwanda	T	-	-	-	-	-	-	4.000	-	-	4.000	1,0
	V	-	-	-	-	-	-	720	-	-	720	
TOTAL	T	12.966	28.501	14.736	56.536	46.954	159.693	76.267	7.496	5.373	248.829	100,0
	V	1.899	6.409	9.488	14.354	11.967	44.117	20.905	4.255	3.437	72.714	
% du total en valeur		2,6	8,8	13,0	19,8	16,5	60,7	28,8	5,8	4,7	100,0	



ANNEXE-II

PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PHASE II

A. Programme élargi

La première phase de l'étude sur la coopération à l'intérieur de la sous-région de l'Afrique du centre comprenait l'élaboration d'un modèle économique suivant, dans l'ensemble, la méthode utilisée pour l'étude du PIM sur l'Afrique au sud du Sahara, ainsi que l'analyse de ce modèle pour obtenir des indications quant aux tendances de la production, de la demande et des échanges intra-sous-régionaux. Sur cette base, on a procédé à un examen critique des données utilisées et d'hypothèses adoptées pour prévoir l'évolution future.

La deuxième phase comprend:

- a) Une étude des facteurs économiques et techniques déterminant la structure actuelle de l'économie agricole, ainsi que des institutions et de l'infrastructure dans le cadre desquels cette économie fonctionne.
- b) Une appréciation du potentiel de développement de l'agriculture sur la base d'un examen de la capacité technique, économique et institutionnelle du pays, accompagné d'une enquête sur les intentions des divers gouvernements quant à leur politique de développement telle qu'elle s'exprime dans leurs plans à court terme et long terme.
- c) Une synthèse des divers plans nationaux en un plan de perspectives intra-sous-régional, l'accent étant mis sur le commerce entre les pays de la sous-région.

On suggère plus spécifiquement pour la Phase II, les études et travaux suivants:

1) Evaluation de la capacité de production agricole:

- a) pour les principales cultures existantes
- b) pour les autres cultures qui pourraient être pratiquées de façon rentable.

Aspects à étudier spécialement:

- i) l'accroissement des rendements grâce à de meilleures techniques-évaluation de la capacité de production en fonction des possibilités qu'ont matériellement et financièrement les exploitants de se procurer les facteurs de production nécessaires, d'acquérir les connaissances techniques par la recherche et la vulgarisation, et de trouver des stimulants dans une commercialisation efficace et des prix rémunérateurs.

- ii) l'expansion des zones cultivables par l'amélioration des terres (irrigation, drainage, défrichage de forêts) avec les mêmes services et appuis que sous i). Le coût des investissements destinés à l'infrastructure doit être examiné avec soin, compte tenu notamment des diverses solutions possibles. On peut également envisager de remplacer une culture par une autre, si pour des raisons économiques ou techniques la substitution paraît souhaitable.
- iii) étude des perspectives de débouchés et des avantages commerciaux:
  - a) satisfaire la demande intérieure
  - b) remplacer les importations
  - c) satisfaire la demande extérieure (possibilités d'exportation)
  - d) satisfaire la demande dans la sous-région.

2) Evaluation de la capacité de production de l'élevage.

Selon les espèces d'animaux dont l'élevage est actuellement pratiqué et les espèces qui pourraient être élevées avec profit.

Aspects à étudier spécialement:

- i) élimination des facteurs mettant en danger la santé animale - lutte contre les maladies endémiques afin:
  - a) d'améliorer la santé animale,
  - b) de permettre l'exportation de produits de l'élevage qui ne contamineront pas les troupeaux des pays importateurs,
  - c) d'accroître la fécondité,
  - d) de réduire la mortalité.
- ii) amélioration de la productivité par:
  - a) une meilleure alimentation et de meilleurs pâturages,
  - b) amélioration par sélection croisements et adoption de meilleures races
- iii) expansion des troupeaux de gros et menu bétail par accroissement des productions fourragères;
- iv) produits de l'élevage à considérer:
  - a) types de produits et de sous-produits, traités ou non, qui sont souhaitables;
  - b) capacité de traitement et possibilité d'élargir cette capacité;
  - c) perspectives de débouchés (voir I, iii) en mettant l'accent sur les formes de produits animaux traités qui sont les plus souhaitables;
  - d) méthodes de traitement recommandées dans les petites entreprises et les fabriques.

3) Evaluation de la capacité en matière de pêches:

- a) pêche en mer
- b) pêche en lacs et rivières.

Aspects à étudier spécialement:

- i) appréciation des ressources existantes;
- ii) résultats à obtenir par l'amélioration des méthodes de pêche et de la commercialisation;
- iii) traitement du poisson:
  - a) formes de produits les mieux adaptées à la commercialisation;
  - b) capacité de traitement existante;
  - c) techniques et formes de traitement convenant le mieux.
- iv) perspectives du marché (voir 1, iii)

4) Evaluation de la capacité de production forestière:

- a) ressources forestières existantes
- b) reboisement.

Aspects à étudier spécialement:

- i) exploitation forestière:
  - a) conservation des ressources forestières;
  - b) conservation des forêts pour la conservation du sol et des eaux;
  - c) exploitation économique du bois;
- ii) reboisement:
  - a) pour l'exploitation économique;
  - b) pour la conservation des sol et des eaux;
- iii) industries utilisant les produits forestiers et le bois:
  - a) capacité existante;
  - b) perspectives d'expansion;
- iv) perspectives du marché (voir 1, iii)

5) Evaluation de la capacité d'utilisation des terres: cultures dépendant des pluies, irrigation, pâturages, et forêts.

Aspects à étudier spécialement:

- i) investissements pour l'irrigation:

- a) pour les 15 prochaines années
  - b) perspectives à long terme.
- ii) dans quelle mesure est-il souhaitable ou nécessaire de mettre des terres en valeur par drainage ou par défrichage de forêts ou de pâturages. Critères d'urgence économiques et sociaux; critères financiers.
- iii) études de possibilité recommandées et analyse des projets du point de vue des coûts et rendements.
- 6) Evaluation de la capacité que possède ses institutions, son administration, ses structures et sa main-d'oeuvre de lancer des projets et des programmes de développement agricole.

Aspects à étudier spécialement:

i) structure agraire:

- a) comment les formes actuelles de propriété foncière influent-elles sur les stimulants qui incitent exploitants agricoles à produire?
- b) comment les dimensions et la disposition des parcelles influent-elles sur la gestion?
- c) comment les qualifications des exploitants agricoles en matière de techniques et de gestion influent-elles sur la gestion et par conséquent sur la production?

ii) Services agricoles:

Les institutions de recherche agricole, l'enseignement agricole, les services de vulgarisation, les institutions offrant des crédits aux exploitants et celles qui aident à la commercialisation des produits sont-ils suffisants pour obtenir une croissance de la production agricole possible du point de vue technique et économique. Indiquer ce qui peut être considéré comme réalisable d'ici 1985 sur le plan des améliorations institutionnelles.

7) Analyse des plans de développement nationaux.

Il convient en particulier d'examiner les plans pour le secteur agricole en rapport avec les études de capacité mentionnées ci-dessus. On indiquera les différences et on évaluera les objectifs des plans par rapport à la capacité des pays; on proposera des améliorations ou des changements du plan de développement agricole; on relèvera les aspects ou hypothèses manquant de réalisme; on appréciera le plan en fonction de la capacité du pays du point de vue financier, économique, institutionnel et du point de vue de l'infrastructure.

8) Evaluation des perspectives du commerce.

Doit s'effectuer compte tenu de la capacité de la production et du marché-intérieur, intra-sous-régional et autre. Examiner les obstacles au commerce dus à des lois restrictives, aux régimes fiscaux et aux accords ainsi que les lois, régimes fiscaux et accords favorisant les échanges. A souligner en particulier les mesures qui influent de façon positive sur les échanges entre pays de la sous-région.

Faire des suggestions sur les politiques favorisant le commerce et sur l'élimination des obstacles au commerce, ainsi que sur les mesures qui encouragent particulièrement les échanges intra-sous-régionaux.

- 9) Synthèse de la production agricole et des politiques commerciales de tous les pays de la sous-région, avec recommandations concernant les politiques de commerce intra-sous-régional.
- 10) Comparaison des objectifs du PIM et de la CEA d'une part et des prévisions obtenues par l'équipe de la Phase II sur la base des plans de développement nationaux et des conclusions concernant le degré de réalisation des plans, d'autre part.
- 11) Préparer une liste des produits en indiquant les tendances probables du commerce international:
- a) dans le sous-région d'Afrique du centre,
  - b) avec les autres pays africains,
  - c) dans les pays extra-africains.

Phase II - Organisation

On se propose de fixer la composition de l'équipe qui sera chargée de l'exécution de la Phase II, ainsi que son programme, selon le temps nécessaire, l'endroit et le sujet. Pour laisser une certaine marge, on donne plusieurs solutions de rechange pour la composition de l'équipe - une équipe minimale de base avec possibilités d'expansion en y adjoignant des spécialistes selon les besoins et les possibilités.

Les membres de l'équipe de base sont censés travailler ensemble pendant toute la période de la mission, le chef d'équipe pouvant rester un ou deux mois de plus pour rédiger le rapport général, en compagnie d'un ou deux autres membres. Les autres membres de l'équipe seront engagés pendant la durée jugée nécessaire pour effectuer leur enquête et écrire leur rapport. Au cours de la première étape préparatoire, l'équipe de base de réunira à Addis-Abéba où elle sera mise au courant, étudiera le rapport de la Phase I, prendra connaissance des documents pertinents disponibles au Siège de la CEA et préparera le programme pour le travail sur le terrain. Cette première étape pourrait durer 15 jours. L'étape de travail à pied d'oeuvre pourrait

durer de 60 à 75 jours. Les experts et spécialistes ne faisant pas partie de l'équipe de base rejoindront cette dernière soit à Addis-Abéba juste avant le départ, soit sur place. Il se peut que l'on n'ait pas besoin d'eux pendant l'ensemble de la période prévue, auquel cas il vaudrait mieux qu'ils rejoignent l'équipe sur place à une date ultérieure afin de pouvoir prêter leur concours pendant la troisième étape. Pendant cette troisième étape, les membres de l'équipe se retrouveront à Addis-Abéba, au Siège de la CEA, pour préparer les rapports et discuter, sur la base de leurs conclusions individuelles, les conclusions à tirer quant au développement agricole général de chaque pays, et de la sous-région dans son ensemble. Ils devront être en mesure de se mettre d'accord sur des recommandations concernant la politique générale et particulière, l'ordre d'urgence des programmes et projets et les objectifs de développement de la production et du commerce intra-sous-régional. Durée pour l'équipe de base: 20 à 30 jours, pour les autres membres de l'équipe, selon les besoins.

La quatrième étape porte sur la rédaction du rapport général final par le chef de l'équipe et un ou deux de ses assistants. Durée: 30 à 60 jours, la présence du chef de l'équipe étant nécessaire pendant 30 jours environ. La durée totale de la Phase II ira donc d'un minimum de 4 mois et demi à un maximum de 5 mois et demi pour terminer le rapport. Si l'on admet que l'équipe de base comptera sept personnes et que l'on engagera au moins quatre spécialistes en plus, il faudra donc un minimum de  $34\frac{1}{2}$  hommes-mois à supposer que deux des spécialistes resteront deux mois chacun et les deux autres 1 mois et demi seulement. Pour la quatrième étape, on compte un mois pour le chef d'équipe et deux mois pour son assistant. Toutefois, il serait souhaitable d'avoir, pour de courtes périodes, autant des spécialistes mentionnés à titre facultatif que possible, afin que l'étude gagne en profondeur.

#### Composition de l'équipe

##### A. Equipe de base

- 1) Economiste agricole de rang supérieur (chef d'équipe) - 9 mois.  
Référence au programme de travail: en charge des points 7, 9 et 10, prête son concours pour les points 1 iii), 2 ii), 3 iv), 5, 6 et 8, contrôle de l'équipe et en charge du rapport général.
- 2) Economiste agricole ou économiste (assistant du chef d'équipe) - 9 mois pour assistance sur tous les points mentionnés sous 1), rapport final, outre les tâches assignées par le chef d'équipe.
- 3) Agronome - 8 mois.  
Référence au programme de travail: en charge du point 1,

prête son concours pour les points 4 iv), 4, 6 et 7.

- 4) Expert de l'élevage - 8 mois  
Référence au programme de travail: en charge du point 2,  
prête son concours pour les points 5, 6 et 7.
- 5) Ingénieur spécialiste de l'irrigation - 6 mois  
Référence au programme de travail: en charge du point 5,  
Prête son concours pour les points 1, 4, 6 et 7.
- 6) Economiste des institutions rurales - 8 mois  
Référence au programme de travail: en charge du point 6,  
prête son concours pour les points 1, 2, 5 et 7.
- 7) Economiste spécialiste du commerce - 9 mois  
Référence au programme de travail: en charge des points 8  
et 11, prête son concours pour les points 1 iii), 2 iic),  
3, 7 et 9.

Membres de l'équipe à engager pour des périodes plus courtes:

- 8) Economiste spécialiste des forêts - 6 mois  
Référence au programme de travail: en charge du point 4,  
prête son concours pour les points 5, 7 et 8.
- 9) Expert des pêches (en eau douce) - 6 mois  
Référence au programme de travail: en charge du point 2,  
prête son concours pour les points 7 et 8.
- 10) Expert du traitement de la viande - 4 mois  
Référence au programme de travail: prête son concours pour le  
point 2 iv), prépare un rapport sur les points 2 iii) b et d.
- 11) Expert du traitement des produits de la pêche - 4 mois  
Référence au programme de travail: prête son concours pour  
les points 3 iii), 3 iv), prépare un rapport sur le point 3 iii).

Spécialistes requis pour des périodes plus courtes - facultatif

- 12), 13), 14), 15) Spécialistes des cultures suivantes:

- a) coton (12)
- b) huile de palme (13)
- c) céréales subtropicales (14)
- d) graines oléagineuses (arachides) (15)

qui seront employés selon les besoins pour des périodes d'un  
à six mois pour aider l'agronome sur le point 1 du programme  
de travail.

16), 17), 18), 19), 20) Spécialistes de l'élevage:

- a) bovins (16)
- b) ovins et caprins (17)
- c) porcins (18)
- d) volaille (19)
- e) vétérinaire (épidémiologiste) (20)

qui seront employés selon les besoins d'un à six mois pour aider l'expert de l'élevage sur le point 2 du programme de travail.

21) Spécialiste de la pêche en mer, selon les besoins - 3 mois pour aider l'expert des pêches sur le point 3 du programme de travail.

22), 23) Spécialistes des forêts:

- a) industries forestières et du bois (4)
- b) transport des produits forestiers (3)

selon les besoins, qui seront employés de 1 mois à 1 mois et demi pour aider l'économiste spécialiste des forêts sur le point 4 du programme de travail.

24), 25), 26), 27) Spécialistes de l'utilisation des terres et eaux, de la mise en valeur des terres et de l'irrigation s'occupant particulièrement des:

- a) enquêtes hydrologiques (24)
- b) problèmes écologiques (25)
- c) problèmes de drainage (26)
- d) défrichement des forêts pour la culture (27)

qui seront employés de 3 à 6 mois, selon les besoins, pour aider l'ingénieur spécialiste de l'irrigation sur le point 5 du programme de travail.

28) à 34) Spécialistes des institutions rurales et de la gestion agricole, plus particulièrement dans les domaines suivants:

- a) la recherche agricole (28)
- b) la vulgarisation (29)
- c) crédits (30)
- d) commercialisation (31)
- e) éducation et main-d'œuvre agricoles (32)
- f) réforme agraire (33)
- g) gestion agricole (34)

à employer selon les besoins de 4 à 6 mois pour aider l'économiste spécialiste des institutions sur le point 6 du programme de travail.



35), 36), 37) Spécialistes de la politique commerciale et fiscale, plus particulièrement:

- a) règlements en matière de politique commerciale, impôts, accords,
- b) transport et expédition,
- c) calcul des prix de revient et des prix de vente

à employer, selon les besoins, de 3 à 6 mois pour aider l'économiste spécialiste du commerce sur les points 8 et 11 du programme de travail.

Il n'est pas nécessaire de recruter tous les 26 spécialistes mentionnés à titre facultatif. Tout dépendra des moyens disponibles pour l'exécution de l'étude et de la précision et des détails que l'on souhaite obtenir. Il est peut-être prématuré de leur attribuer un ordre de priorité d'urgence, mais il faudra bien le faire lorsque l'envergure du programme aura été fixée de façon définitive.

Itinéraires des membres de l'équipe et quartier général pendant le travail sur le terrain.

La sous-région d'Afrique du centre peut se diviser en deux zones distinctes: les pays de l'UDEAC (Tchad, Cameroun, RCA, Gabon et Congo-Brazzaville) et la République démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda. A quelques exceptions près, le commerce intra-sous-régional se déroule à l'intérieur des deux zones. Leurs dimensions et leur capacité économique sont semblables, bien que la République démocratique du Congo soit plus développée que les autres pays. Seules le Congo (Brazzaville) et la RCA, de par leur situation, sont, dans leurs échanges, plus orientés vers la République démocratique du Congo que les autres pays de l'UDEAC. Plusieurs localités pourraient être choisies comme quartier général - Douala, Yaoundé, Brazzaville et Kinshasa. L'équipe de base devra s'arranger pour voyager autant que possible en groupe; pourtant, l'expert de l'élevage et l'ingénieur spécialiste de l'irrigation devront peut-être concentrer leurs efforts sur des zones déterminées et voyager indépendamment. Il en sera de même également pour un grand nombre de spécialistes, par exemple les experts de la pêche et des forêts.

Il serait souhaitable que l'équipe de base puisse utiliser, du moins en partie, les principaux itinéraires commerciaux sur terre: Douala à Belaba (Cameroun) par chemin de fer, de Belaba en landrover à Fort-Lamy puis par Fort-Archambault à Bangui, de là à Brazzaville ou Kinshasa par air car le parcours sur le fleuve prendrait trop de temps. Tous les autres déplacements à l'intérieur de la République démocratique du Congo et au Burundi devront se faire par avion. L'équipe passera un certain temps dans chaque capitale pour établir des contacts avec les autorités intéressées. De là, des excursions seront organisées à l'intérieur du pays. En établissant le parcours terrestre à travers le Cameroun, le Tchad et la RCA, il conviendrait d'inclure dans l'itinéraire tous les endroits à visiter dans ces pays.

On devra prendre à l'avance les dispositions nécessaires pour pouvoir contacter immédiatement les experts nationaux et internationaux spécialistes des domaines étudiés. Il faudrait dans la mesure du possible détacher comme membres de l'équipe les experts de la FAO et du BAT se trouvant sur place si leur expérience touche à ces domaines.

Un programme détaillé sera préparé à l'avance. Ce programme pourrait être établi conjointement par la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture et le Bureau régional de la FAO à Accra. L'équipe, au début de l'étape préparatoire à Addis-Abéba, mettra le dernière main à ce programme.

Il faudra veiller à ne pas fixer les déplacements sur le terrain pendant la saison des pluies et juste après les récoltes. Le projet est à recommander au près du Fonds spécial.

B. Programme limité pour la 2ème phase.

Si l'on interprète de façon très restrictive le mandat fixé pour l'étude sur la coopération agricole et le commerce de produit agricoles à l'intérieur de la sous-région de l'Afrique du centre, on voit qu'il est possible d'atteindre les principaux objectifs sur la base d'un programme beaucoup plus réduit. La coopération concernant l'agriculture, les forêts et les pêches se déroulera surtout à deux niveaux, et dans une moindre mesure, à un troisième:

- 1) commerce agricole intra-sous-régional;
- 2) recherche et enseignement agricoles aux niveaux supérieurs
- 3) transformation des produits agricoles.

I. L'étude sur le commerce intra-sous-régional dans le cadre du programme limité, portera plutôt sur les facteurs qui font obstacle aux échanges ou qui les favorisent, sur les politiques fiscales et commerciales et sur une enquête concernant les produits qui ont actuellement, ou auront à l'avenir, une importance dans le commerce entre les pays de l'Afrique du centre. Les échanges actuels n'ont en valeur absolue que peu d'importance, en valeur relative ils n'en ont que pour quelques pays, surtout le Tchad, le Cameroun, la RCA et le Congo (Brazzaville). Les plus importants sont les produits animaux et les produits de la pêche; le tabac, le sucre, les huiles et leurs dérivés sont d'une importance relative, pourtant il est probable que le commerce de ces produits baisse du fait que les pays importateurs seront susceptibles de les produire eux-mêmes à l'avenir. Il n'entre toutefois pas dans le cadre du programme limité d'étudier le potentiel de production pour l'avenir et il faudra accepter plus ou moins telles quelles les projections de la CEA et du PIM comme base d'analyse. Toutefois, le programme limité devra donner naissance à un programme d'animation des échanges et à des propositions d'accords commerciaux intra-sous-régionaux.

II. L'étude sur la coopération en matière de recherche et d'enseignement agricoles comprendrait:

- 1) une récapitulation de toutes les institutions de recherche et d'enseignement agricoles dans la sous-région;
- 2) une enquête pour déterminer:
  - a) dans les quelles de ces institutions il serait possible d'effectuer des programmes de recherche intéressant toute la sous-région;
  - b) s'il est possible d'établir une ou plusieurs stations d'expérimentation centrales pour la sous-région;
  - c) comment éliminer les chevauchements éventuels dans les programmes de recherche, en déterminant où des recherches d'une importance vitale pour une partie ou une autre de la sous-région sont effectuées et quels sujets intéressant la sous-région sont généralement négligés.
  - d) dans quelles mesure il est souhaitable d'établir dans certaines zones de la sous-région des stations de recherche spécialisées pour le riz, l'élevage, l'huile de palme, etc.
- 3) Un examen des institutions d'enseignement agricole supérieur et de formation dans des domaines spécialisés, par exemple écoles pour spécialistes des techniques de laiterie, ouvriers forestiers, etc. d'un niveau technique intermédiaire afin d'étudier les possibilités de rendre ces institutions accessibles aux étudiants de tous les pays de la sous-région.
- 4) Un examen des problèmes que poserait une combinaison des moyens de recherche et d'enseignement des pays membres de la sous-région, compte tenu des avantages d'une telle coopération qui permettrait d'épargner des investissements et de mieux utiliser les faibles effectifs professionnels.

III. La transformation des produits agricoles. Si dans un pays donné, la matière première ou le marché ouvert à un produit ne sont pas suffisants pour qu'une usine de transformation soit utilisée à pleine capacité, il faudra faire appel à la coopération internationale pour permettre l'importation de ladite matière première ou l'exportation des produits de l'usine, sans changements ou autres obstacles. Il pourrait en être ainsi par exemple dans le cas du tabac, de la margarine, du savon, du sucre et en ce qui concerne les usines de conditionnement de la viande. A la longue toutefois, l'économie des pays de la sous-région se sera suffisamment étendue pour que les usines puissent fonctionner de façon rentable au niveau national.

Il n'en découle pas cependant que les échanges de biens transformés diminueront alors. Au contraire, les échanges seront stimulés du fait que les produits transformés se vendront grâce au goût, à la qualité, à l'apparence qui leur sont propres, même si l'on trouve sur place des produits locaux semblables. De même, le transport représentera un pourcentage moins élevé du coût global, puisque les produits transformés ont un coefficient valeur/poids beaucoup plus élevé et peu ou pas de déchets.

On peut très bien inclure dans le cadre du programme limité une enquête sur le traitement de la viande et du poisson, et peut-être du tabac, des huiles végétales, de la margarine, du savon et des produits forestiers en examinant les possibilités d'expansion et de modernisation des usines et en évaluant les possibilités d'exportation vers les membres de la sous-région; une telle étude permettra également d'apprécier les perspectives d'expansion du commerce intra-sous-régional.

#### IV. Composition de l'équipe.

1. Economiste agricole de rang supérieur, chef d'équipe, 9 mois
2. Economiste spécialiste du commerce 9 mois
3. Expert des transports (travaille sur une base permanente)
4. Economiste spécialiste de l'élevage 8 mois  
(en cas de combinaison avec 5)
5. Economiste spécialiste de la pêche 8 mois  
(en cas de combinaison avec 6)
6. Expert de la transformation des produits de l'élevage 6 mois
7. Expert de la transformation des produits de la pêche 6 mois
8. Expert, de rang supérieur, de la recherche et de  
l'enseignement agricoles 6 mois

Il serait possible de trouver un expert réunissant les qualifications indiquées sous 5 et 7 et un autre réunissant les qualifications de 4 et 6.

### ANNEXE III

#### SITUATION GEOGRAPHIQUE ET TRANSPORTS EN TANT QUE FACTEURS INFLUANT SUR LE COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES EN AFRIQUE DU CENTRE LISTE DES PRINCIPALES ZONES ET DES PRINCIPAUX ITINERAIRES COMMERCIAUX

Les possibilités d'échanges entre les pays de la sous-région d'Afrique du centre sont limitées. Cette situation s'aggrave encore du fait de la faible densité du réseau de transports qui réunit les pays entre eux. Il existe certaines exceptions lorsque des concentrations de population sont à cheval sur les frontières nationales, comme c'est le cas entre les deux Républiques du Congo sur le cours inférieur du fleuve Congo, dans la zone du lac Tchad, etc.

Cependant, même quand il y a de bonnes voies commerciales sur de longues distances, les échanges de produits agricoles sont entravés par le très faible rapport de la valeur au poids ou volume de la plupart des produits transportés, en particulier les denrées de base. Le coût du transport et les autres frais de commercialisation sont souvent plus élevés que la valeur ou le prix de revient au lieu de production. En d'autres termes, dans la plupart des cas, il est préférable de produire les denrées agricoles de base à proximité du consommateur, même si les prix de revient varient considérablement d'un endroit à l'autre.

En gardant à l'esprit ces principes fondamentaux, on déterminera les zones où les conditions des échanges entre pays de la sous-région sont actuellement favorables ou promettent de le devenir.

Les zones de peuplement qui possèdent une infrastructure pour les transports, la commercialisation et la transformation, ou dans lesquelles cette infrastructure peut être établie, sont les suivantes:

- 1) Le cours inférieur du fleuve Congo, zone que se partagent le Congo (Brazzaville) et la République démocratique du Congo, avec pour centre les deux capitales, Brazzaville et Kinshasa.
- 2) La zone du Lac Tchad qui intéresse deux pays de la sous-région, le Tchad et le Cameroun et un troisième pays extérieur à la sous-région, le Nigéria.
- 3) La République démocratique du Congo (partie orientale), le Rwanda et le Burundi, dans la sous-région, et l'Ouganda et la Tanzanie à l'extérieur de la sous-région.
- 4) La République démocratique du Congo (partie sud-est) - la Zambie (hors de la sous-région), le long de leur frontière commune de Lumumbashi à Ndola.

- 5) La côte entre Buea (Cameroun) jusqu'à l'embouchure du fleuve Congo qui intéresse le Cameroun, le Gabon, la Congo (Brazzaville), la Congo (Rép. dém. du Congo). Il existe également un courant d'échanges considérable entre la Rép. dém. du Congo et l'Angola.
- 6) Autour de Bangui (République centrafricaine) avec les ports du nord du Congo (Brazzaville).
- Pour le commerce sur de plus longues distances, les principales voies, qui sont indiquées sur la carte annexée, existantes ou prévues sont les suivantes:
- 1) Réseaux fluviaux:
- a) le réseau Congo-Oubangui-Sangha, reliant les ports de la République centrafricaine du Congo (Brazzaville), de la République démocratique du Congo et du Cameroun;
  - b) le réseau Chari-Logone-Lac Tchad, reliant la République centrafricaine, le Tchad, le Cameroun et le Nigéria.
- Dans les cours supérieurs des deux réseaux, la navigabilité qui est limitée, pourrait être améliorée quand l'opération se révélera rentable;
- c) le système Bénoué-Niger reliant le Cameroun aux ports nigériens.

Permettant les transports les moins coûteux, les voies fluviales et côtières doivent être soigneusement étudiées du point de vue du commerce entre les pays de la sous-région.

2) Réseaux ferroviaires

- a) Douala-Yaoundé-Ngaoundere-Fort Archambault (port sur le Chari) dont seul le tronçon Douala-Yaoundé-Belabo est terminé.
- b) Relié au réseau précédent, un embranchement de Yaoundé à Bangui (port fluvial sur l'Oubangui) est prévu mais pas encore commencé.
- c) Pointe Noire-Brazzaville-Kinshasa-Lubumbashi-Lusaka (Zambia) Terminé à l'exception d'un pont sur le Congo entre Brazzaville et Kinshasa.

Embranchements de Dolisie (Congo-Brazzaville) à Franceville (Gabon) et de Kamina à Kindu et Albertville (Lac Tanganyika).

- d) Libreville - Mekambo: ligne à prolonger à travers la frontière jusqu'au nord du Congo (Brazzaville), mais se trouve en grande partie en territoire gabonais; est encore en construction sauf pour le tronçon Libreville-Boone.
- e) Fort Lamy (Tchad) à Port-Harcourt (Nigéria) - terminé sauf pour le tronçon Maiduguri - Fort Lamy. Jusqu'à présent, c'est la meilleure voie reliant le Tchad à la mer; elle passe presque entièrement en territoire nigérien (donc hors de la sous-région) et pour un petit parcours, en territoire camerounais.

3) Le réseau routier relie tous les pays de la zone considérée; dans le cas de la République centrafricaine il rejoint le réseau fluvial navigable Oubangui - Congo. La qualité des routes varie considérablement, celles de la zone du Tchad étant presque impraticables durant la saison des pluies; les plans d'amélioration des routes portent sur toute les voies importantes en vue de les rendre praticables en toutes saisons dans quelques années.

Les transports routiers sont relativement coûteux et les dépenses augmentent avec le degré de détérioration des routes. Les transports les moins économiques sont ceux qui empruntent les voies de collecte médiocres sur les quelles 50 km coûteront aussi cher que 200 km par bonnes routes. C'est pourquoi il est si important d'améliorer les routes de collecte reliant les centres de production aux grandes voies de transport.

Dans la sous-région, le réseau routier complète les liaisons ferroviaires et fluviales qui sont mieux adaptées aux denrées agricoles volumineuses, en particulier sur les longues distances.

4) Réseau de transport combiné voies fluviales - chemin de fer - routes. Les plus importants itinéraires commerciaux internationaux dans la sous-région et vers les sous-régions voisines sont les suivants:

- a) Fort Lamy (Tchad) - Maiduguri par route - puis Port Harcourt (port maritime au Nigéria) par rail.
- b) Fort Lamy - Ngaoundere (Cameroun) par route, Yaounde - Douala par rail lorsque la construction du chemin de fer sera terminée; actuellement la ligne part de Belabo à 250 km environ de Yaoundé.
- c) Bongoro (Tchad) - Keele - Garoua (Cameroun) par route, puis sur le réseau fluvial Benoué - Niger jusqu'à Burutu (port maritime).
- d) Ngaoundere - Fort Archambault (Tchad) par rail, une fois que la construction de la voie sera terminée.

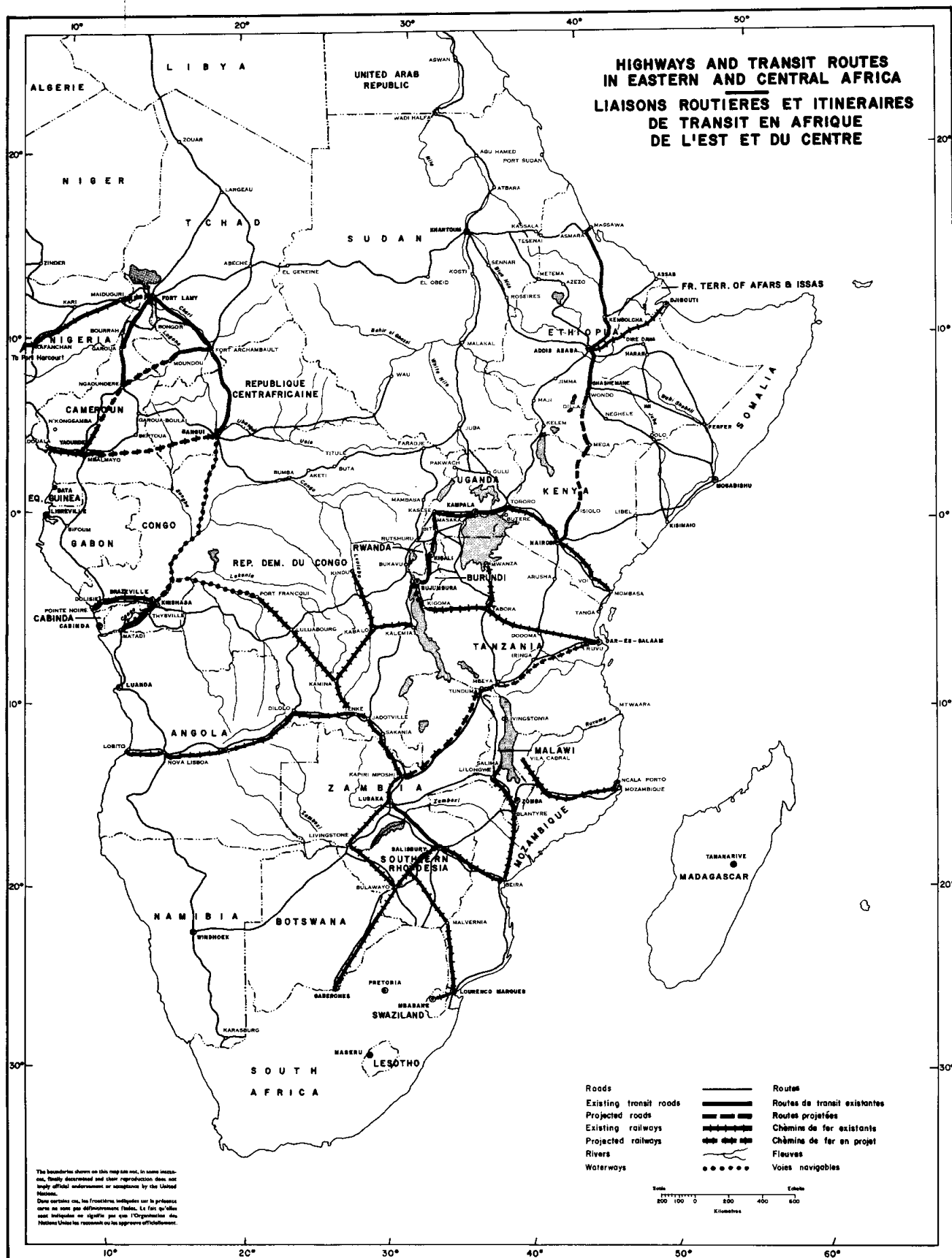
- e) De Yaoundé, par une route praticable en toutes saisons, via Bitam à Libreville (Gabon) et Bata (Guinée équatoriale).
- f) De Yaoundé à Bangui par rail (prévu). Bangui est un port fluvial relié au réseau fluvial Congo - Oubangui - Sangha, et par route, à Fort Archambault et Fort Lamy (Tchad); on peut également atteindre Fort Archambault par voie fluviale.
- g) Fort Lamy - Bangui (voir ci-dessus) liaison fluviale avec Kinshasa ou Brazzaville - Pointe Noire. A partir de Brazzaville on a le choix entre le rail et la route.
- h) Le réseau fluvial du Congo est relié à la Zambie par rail; à la Tanzanie par rail jusqu'à Albertville et aux services de navigation sur le Lac Tanganyika; au Rwanda et au Burundi par route.

5) Transports aériens

La plupart des principaux centres ont des aéroports ou du moins des pistes d'atterrissage. Pour les produits agricoles d'une certaine valeur - viande ou poissons congelés, légumes, fruits - les transports par air sont plus commodes et souvent moins coûteux que les autres modes de transport, en raison des pertes et de la détérioration rapide de la marchandise. Les progrès réalisés dans le domaine des avions de transport se traduiront par une diminution constante des coûts, ce qui permettra d'élargir la gamme des produits qui pourront être transportés par air dans des conditions rentables.

Considérant le tonnage relativement réduit des échanges sur de grandes distances à l'intérieur de la sous-région, les transports aériens permettraient de faire des économies importantes sur l'infrastructure, du point de vue des réseaux routiers et ferroviaires dont l'entretien est extrêmement coûteux, alors qu'ils ne sont pas utilisés suffisamment pour permettre la rémunération des investissements.





#### ANNEXE IV

### Perspectives de développement de l'agriculture et du commerce de produits agricoles au Tchad

#### I. Observations sur l'économie du Tchad

Le Tchad, quatrième pays de l'Afrique pour la superficie avec 1.280.000 km<sup>2</sup>) n'a que 3.470.000 d'habitants (1967). Son climat est tropical, humide dans le sud (1.200 mm de pluie) et désertique au nord. L'isohyète de 200 mm par an partage à peu près le pays en deux zones égales nord et sud. Elle marque l'extrême limite de l'agriculture dépendant directement des précipitations. Les deux cinquièmes à peu près du pays se trouvent au sud de l'isohyète de 400 mm, ce qui assure des conditions relativement favorables à la culture sèche. Dans le nord faiblement peuplé, on pratique l'élevage du bétail là où points d'eau le permettent, et on produit aussi des dattes dans un grand nombre d'oasis. On recueille la gomme arabique dans la savane épineuse du sud de la zone nord.

L'agriculture proprement dite et un élevage plus intensif se pratiquent dans la zone sud. Si l'on considère la superficie de cette zone qui a presque 600.000 km<sup>2</sup> avec une topographie favorable et des possibilités considérables d'irrigation grâce aux lacs, aux rivières et à des réserves importantes d'eaux souterraines (seulement partiellement prospectées), le niveau actuel d'exploitation agricole ne correspond qu'à une petite partie du potentiel du pays, ce qui est dû à la faible densité de la population, au niveau peu élevé de son éducation et de ses connaissances techniques ainsi qu'aux importants capitaux nécessaires - mais non disponibles - pour améliorer les terres, les techniques de travail et les facteurs de production.

D'après les normes propres à l'Afrique, la population vit bien. Elle a un des régimes alimentaires les plus équilibrés des pays africains au sud du Sahara, meilleur que celui des autres pays d'Afrique centrale. Elle semble avoir atteint, peut-être même dépassé, en 1967, les normes en calories et protéines fixées par le PIM (voir Tableau PIM 9/1.0). En même temps, le Tchad a le PIB par habitant le plus faible de la sous-région et l'un des plus faibles de toute l'Afrique (71 dollars EU en 1965). L'économie de subsistance fournit 62 pour 100 de la consommation alimentaire - le pourcentage le plus haut de toute l'Afrique centrale. 1/

1/ Non seulement le Tchad, mais aussi d'autres pays africains comme la Tanzanie, l'Éthiopie, le Niger et d'autres ont des normes relativement bonnes associés à un PIB par habitant très faible. Le contraire est vrai dans la plupart des pays d'Afrique centrale - niveau alimentaire plus pauvre et revenu par habitant au-dessus de la moyenne.

Sur les 1.355.000 personnes (1965) qui constituent la population active, 92 pour 100 sont employées dans l'agriculture, qui ne produit que 42 pour 100 du PIB. Pour ceux qui travaillent dans d'autres secteurs de l'économie, le produit par habitant est de 1.167 dollars EU, c'est-à-dire 15 fois le produit agricole par habitant qui ne dépasse pas 75,3 dollars EU. Ces contrastes dans la productivité ne sont pas aussi alarmants qu'ils le paraissent au premier abord. Ils reflètent le faible coût de la vie pour une grande partie de la population agricole qui se suffit à elle-même d'une part, et d'autre part le coût élevé de la vie pour un groupe restreint composé des personnes travaillant dans les services, et d'une grande partie des fonctionnaires, administrateurs, personnes exerçant des professions libérales, personnes employées dans le commerce, les transports, les communications, etc. qui vivent en général dans des centres urbains. Si l'on tient compte de la consommation d'une forte proportion de biens importés, des loyers urbains élevés, du prix de l'électricité, de l'eau et des transports, on voit qu'en moyenne le revenu par habitant de l'employé non agricole n'est pas excessif.

Du point de vue industriel, le Tchad est le pays le moins développé de l'Afrique du centre. Les industries sont presque toutes des industries de transformation des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Les plus importantes sont les installations d'égrenage du coton, les abattoirs et les établissements de conditionnement de la viande, les huileries, les fabriques de boissons (boissons hygiéniques et bière), etc.; mais il y a également des producteurs de matériaux de construction, de différents produits manufacturés ainsi que des ateliers et installations de montage divers. A la campagne, une grande partie des outils, articles ménagers et autres articles ménagers et autres articles pour usage personnel sont fabriqués par les artisans. On estime qu'en 1965, un total de 3.000 personnes seulement étaient employées dans l'industrie, à l'exclusion des artisans et de ceux qui travaillent pour leur propre compte. Bien que les perspectives de développement pour les 15 années à venir concernent principalement le secteur agricole, on peut s'attendre à une augmentation considérable du nombre des industries s'occupant de la transformation des produits agricoles, de la fabrication de produits pour la consommation locale ainsi qu'à une expansion des activités de construction de bâtiments et autres. Il en découlera, avec le développement des services, un accroissement de la population active salariée de plusieurs fois le niveau actuel, d'où une plus grande commercialisation de la production agricole grâce à l'expansion du marché intérieur. Ce développement se traduira sûrement par un accroissement du PIB par habitant, mais n'améliorera pas nécessairement la consommation alimentaire par habitant.

Les piliers de l'économie du Tchad restent l'agriculture, l'élevage et la pêche.

### 1. Agriculture, les différentes cultures

Les produits principaux sont le mil et le sorgho, aliments de base de la population (700.000 tonnes en 1967), les arachides (98.000 tonnes en 1967) consommées presque exclusivement dans le pays, et le coton (126.000 tonnes, de coton graine, en 1966), principale culture d'exportation et source de devises du Tchad, qui a rapporté, 18.260.000 dollars EU (exportations de fibres).

Les autres cultures, surtout consommées dans le pays, sont le riz, le maïs, le blé, le manioc, les légumineuses, le sésame, les graines de coton, les légumes et les fruits, certaines graines oléagineuses et des dattes ont été exportées au cours de 1965. La gomme arabique recueillie dans la zone de savanne épaisse semi-désertique a atteint 850 tonnes en 1966, et les exportations se sont élevées à 293.000 dollars.

### 2. Elevage

Une population bovine de 4,5 millions de têtes, 4 millions d'ovins et de caprins offrent de grandes possibilités d'expansion commerciale. En 1965, on a enregistré un prélèvement de 371.000 têtes de bovins (8,4 pour 100), dont environ 166.000 ont été consommées sur place, le reste étant exporté en partie sur pied et en partie sous forme de viande congelée, rapportant environ 7.470.000 dollars EU. Les ovins et caprins, dont le prélèvement atteint 25 pour 100, c'est-à-dire 750.000 têtes en 1965, ont été presque entièrement consommés dans le pays; 28.000 têtes seulement ont été exportées. Le lait et les produits laitiers, en 1962 environ 130.000 tonnes d'une valeur de 6.700.000 dollars sont destinés à la consommation intérieure.

### 3. Pêche

En 1965, les lacs et rivières du Tchad ont fourni 100.000 tonnes de poisson frais dont 55.300 pour la consommation locale, alors que le reste était principalement exporté sous forme de poisson sec ou fumé au Nigéria (20.000 tonnes), en République centrafricaine (14.000 tonnes) et au Congo (Brazzaville) (10.000 tonnes) pour un total estimé de 3,8 millions de dollars.

Les importations montrent combien le pays dépend de l'extérieur pour les biens manufacturés plus élaborés, les aliments transformés, les boissons, le tabac, mais en valeur et en volume les produits les plus importants sont les carburants et les lubrifiants, avec 19 pour 100 du total des importations en 1965; viennent ensuite les textiles avec 12 pour 100 et le sucre avec 12 pour 100 également. Ce dernier est importé presque exclusivement du Congo (Brazzaville). Les importations en provenance des pays de l'UDEAC représentent environ 23 pour 100 du total.

## II. Perspectives et analyse du développement agricole avec certaines références aux projections du PIM et de la CEA

Il est fort possible que des estimations de la production et de la demande de produits agricoles révèlent avec le temps une certaine marge d'erreur du fait qu'elles portent sur des périodes de 10 ou 15 ans, telles que la deuxième Décennie du développement et le délai fixé pour que les objectifs du PIM soient atteints en 1985.

Les taux d'accroissement retenus pour la production des diverses cultures, productions annuelles et les objectifs fixés dans les projections pour la demande de produits agricoles paraissent dans l'ensemble raisonnables et peuvent être atteints. Ils semblent même assez modérés, si l'on suppose que le gouvernement se lance dans une politique agricole vigoureuse et s'il obtient une assistance financière et technique suffisante. En outre, certaines prévisions de consommation, également modérées, prises pour hypothèse peuvent être remises en question si l'on considère que le développement entraîne des changements dans les goûts et que la politique économique générale cherchera peut-être à modifier certains aspects de la consommation en fonction de certaines fins économiques et sociales. Si l'on veut obtenir des prévisions raisonnables, il convient de tenir compte des facteurs suivants :

### 1) Demande intérieure future

Les projections de la demande fournissent des indications sur la consommation intérieure fixant des limites à la production de biens dont la demande est exclusivement locale. C'est le cas de la plupart des denrées de base, et, pour le Tchad, des mils et du sorgho. On doit également se demander si les goûts resteront les mêmes et si, avec l'accroissement de la prospérité, il n'y aura pas un glissement en faveur de produits de remplacement qui pourront à la longue être cultivés en quantité suffisante dans le pays, ou même importés; à cet égard, on mentionnera le riz, le blé et éventuellement le maïs. Le riz et le blé offrent des possibilités d'exportation, mais probablement pas le maïs. Les projections de la demande établies par le PIM pour le mil et le sorgho prévoient un accroissement de la consommation par habitant qui passera de 173,6 kg en 1962 à 182,1 kg en 1985; celles de la CEA pour la deuxième Décennie du développement atteignent 216,9 kg, sur la base des chiffres des années 1965/66. A mon avis, mais on peut discuter sur ce point, la consommation déjà élevée de mil et de sorgho devrait plutôt rester stationnaire ou même diminuer progressivement au profit du riz et du blé (sous forme de pain), tendance qui se généralise ailleurs en Afrique et dans l'ensemble des pays en voie de développement. Cette tendance est d'autant plus probable que le pays peut augmenter considérablement sa production de riz et de blé. La demande locale fixera probablement les limites de la production de maïs, de tubercules, de lait, d'oeufs et de certains légumes et fruits. En raison de la faible consommation actuelle de ces derniers produits, un accroissement est très probable.

2) Marchés étrangers

Il est encore plus difficile de faire des estimations valables sur la demande internationale s'adressant aux produits d'un pays que sur la demande intérieure, car la demande internationale dépend non seulement de la demande mondiale possible mais aussi des quantités offertes par les autres pays producteurs, et des prix auxquels ils mettent ces produits sur les marchés. A cet égard, les économies réalisables grâce à un emplacement favorable ou à une réduction des frais de transport et de manutention jouent un rôle important.

Les pays en voie de développement ont besoin de devises pour leurs investissements et pour l'importation des biens de consommation qui ne sont pas produits sur place. Ils doivent donc exporter les marchandises qu'ils peuvent produire dans les meilleures conditions parmi les diverses cultures ou produits de l'élevage, quelle que soit la différence entre les prix du marché mondial et les prix intérieurs, leur objectif étant d'obtenir des recettes nettes en devises aussi élevées que possible.

Actuellement, le Tchad est un grand exportateur de coton, de viande et de poissons. Les perspectives pour ces produits sont aussi bonnes qu'elles peuvent l'être sur un marché mondial où la concurrence est extrême. Le transport vers des ports éloignés est le grand handicap du Tchad et plus le volume ou le poids des marchandises par rapport à leur valeur sont élevés, plus ce handicap devient sensible. Le Tchad verra son aptitude à soutenir la concurrence renforcée à la suite de l'amélioration des moyens de transports-meilleures routes, nouveaux chemins de fer, navigabilité prolongée - amélioration qui devra s'accompagner d'un accroissement du volume de la production pour que la capacité des transports et des autres infrastructures soit utilisée au maximum. On peut en outre obtenir un coefficient valeur/volume plus élevé en améliorant la qualité et le degré de transformation des produits. Il existe de grandes possibilités d'amélioration dans ce sens pour les principales cultures d'exportation du Tchad (On en traitera de manière plus détaillée sous la rubrique suivante "Capacité de production agricole").

Selon les projections du PIM, le Tchad disposerait en 1975 de 36.910 tonnes de fibre de coton exportable et en 1985 de 53.010 tonnes. L'objectif de 1975 a déjà été dépassé en 1965 avec 38.020 tonnes <sup>1/</sup>. Le coton ne s'exporte pas dans la sous région. L'objectif de 1985 est très modéré si l'on considère le potentiel de production. En revanche, les projections du PIM pour le bétail et la viande sont beaucoup trop élevées. Il existe certainement une différence trop grande entre la

---

<sup>1/</sup> Chiffre tiré de l'Annuaire du commerce de la FAO.

valeur estimée du bétail et de la viande en 1962, à savoir 12,3 millions de dollars, et des exportations d'une valeur de 2.452.000 dollars qu'indique l'Annuaire de la FAO, même si l'on considère que les exportations non enregistrées dépassent largement ce chiffre, bien qu'il soit peu probable qu'elles soient supérieurs à 1 60 ou 70 pour 100 du total des exportations. On considère que 6 millions de dollars pour les exportations d'animaux et de viande en 1962 est un chiffre raisonnable. Les estimations de la CEA pour 1965 s'élèvent à 7.470.000 dollars et les statistiques du Tchad pour 1967 donnent un chiffre de 8.455.000 de dollars. L'accroissement annuel est donc d'environ 7 pour 100, ce qui paraît très plausible, si l'on considère qu'une partie de l'accroissement de la valeur provient des prix plus élevés et une autre partie de la valeur ajoutée du fait qu'une proportion plus importante des exportations s'effectue sous forme de viande congelée au lieu de bétail sur pied, et aussi dans une moindre mesure, d'un modeste accroissement des troupeaux, du taux de prélèvement et du poids moyen. Pour que les prévisions du PIM - 20,2 millions de dollars en 1975 et 35.580.000 dollars en 1984 - soient atteintes, il faudrait que la technique et la gestion en matière d'élevage subissent de grandes modifications, en particulier en ce qui concerne les normes d'alimentation des animaux. Il est fort possible qu'un grand nombre d'améliorations se produiront au cours des 15 prochaines années, auquel cas les objectifs de 1985 pourraient même être dépassés. Il est toutefois peu probable que les objectifs de 1975 soient atteints à plus de 60 pour 100. Il reste à savoir dans quelle mesure les chiffres de base sont valables, quelle est l'importance du commerce non contrôlé, jusqu'à quel point l'impôt par tête de bétail est prétexte à dissimuler les effectifs réels des troupeaux. Des études plus approfondies sont nécessaires en l'occurrence.

Du côté de la demande, les perspectives paraissent bonnes en ce qui concerne le Nigéria, les pays de l'UDEAC, et probablement la République démocratique du Congo. La demande d'animaux vivants et de viande séchée diminuera certainement et celle de viande congelée augmentera. On peut se demander dans quelle mesure les pays importateurs pourront augmenter leur production, en particulier la RCA, la République démocratique du Congo, le Cameroun et le Nigéria. Certains d'entre eux risquent de devenir des concurrents. Il semble toutefois que les tendances indiquées dans les projections du PIM se révèleront correctes, à savoir que l'augmentation de la demande de viande sera forte et constante et que par conséquent chaque pays devra faire tout son possible pour accroître la production.

Les poissons constituent la troisième grande catégorie d'exportations du Tchad; comme ils sont en général fumés ou séchés à l'air, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à des installations frigorifiques coûteuses pour la transformation ou la conservation. La prédominance du Tchad en tant qu'exportateur de poisson est due non seulement à la richesse de ses eaux mais aussi à son climat qui permet la conservation peu coûteuse des poissons par simple séchage à l'air. Les rivières de la plupart des pays d'Afrique centrale, pour ne mentionner que le Congo et l'Oubangui en RCA, au Congo (Brazzaville) et en République démocratique du Congo, sont aussi riches en poissons mais l'humidité du climat rend le séchage difficile

et les poissons frais ou congelés sont trop coûteux pour les populations qui habitent loin des rivières. Avec l'élévation du niveau de vie, on peut prévoir une augmentation de la demande de poissons frais ou congelés ainsi que de poissons en conserve, ce qui se traduira par une augmentation considérable de la valeur des exportations du Tchad mais exigera aussi des investissements pour le traitement, l'emménagement et le transport. Quant à la demande de poisson séché, elle sera assez élastique, et les masses resteront probablement fidèles à cet aliment qui est l'une des formes de protéine animale les moins coûteuses. Selon les projections de la FAO sur les produits, le coefficient d'élasticité de la demande par rapport au revenu pour le poisson utilisé par les deux plus grands clients du Tchad est +1.0. Bien qu'aucune précision ne soit donnée, on peut présumer qu'il s'agit principalement de poisson séché ou fumé puisque c'est ainsi que le poisson est généralement consommé dans ces pays. Il est toutefois à prévoir que les procédés de fumage et de séchage deviendront industriels et ne dépendront donc plus des conditions climatiques. Ainsi les pays importateurs qui ont de grandes ressources de poisson deviendront toujours plus autonomes à cet égard.

Selon les estimations de la CEA, les exportations du Tchad en 1965 atteignaient 45.000 tonnes de poisson frais, sur une quantité totale pêchée d'environ 100.000 tonnes. Ces exportations étaient surtout destinées à trois pays : au Nigéria, le plus grand client avec 20.000 tonnes, le reste allant à la sous-région, principalement à la RCA et au Congo (Brazzaville). Les statistiques officielles, dans la mesure où elles sont disponibles, ne concordent pas. En effet, elles indiquent que les exportations en 1967, non contrôlées pour la plupart, correspondaient à 7.179 tonnes (converties en poissons frais : 21.500 tonnes) soit moins de la moitié du chiffre des exportations pour 1965 indiqué par la CEA; la même source toutefois évalue les quantités totales pêchées en 1967 à 110.000 tonnes, soit 10.000 tonnes de plus qu'en 1965. Il n'est guère possible que la consommation locale de poisson ait augmenté de 33.500 tonnes, c'est-à-dire de 61 pour 100. Il est beaucoup plus probable que les exportations se sont maintenues à leur niveau, ont même augmenté, et que les exportations nonenregistrées ont été fortement sous-estimées.

Alors que les produits traditionnellement en excédent resteront à la tête du commerce extérieur du Tchad, d'autres produits agricoles seront tôt ou tard également exportés. On pense en premier lieu aux arachides et produits dérivés qui sont une des principales cultures du Tchad et qui jusqu'à présent ont été surtout consommées dans le pays, les exportations étant minimales et sporadiques. Malgré quelques concurrents mieux placés géographiquement, comme le Sénégal, il vaudrait la peine que le Tchad en accroisse la production en vue de l'apport de devises. En outre, une diversification des cultures serait ainsi possible avec le coton qui occupe de vastes superficies sur le même type de sol. Le PIM prévoit un excédent de 13.000 tonnes en 1985, chiffre qui pourrait être dépassé si les conditions du marché extérieur le justifient. Selon les progrès réalisés en matière d'irrigation, il pourrait y avoir des excédents de riz si certaines conditions techniques sont remplies, et même de blé dans un avenir plus éloigné.



Les quantités de graines de coton et d'huile de coton disponibles seront proportionnelles aux excédents de fibres de coton. Le PIM prévoit un disponible de 70.000 tonnes de graines de coton pour l'exportation en 1985.

Le sésame, un certain nombre de légumineuses, certaines fibres dures fourniront peut-être dans un avenir prévisible des excédents exportables. Il est difficile de prévoir l'évolution de cultures qui sont encore pour le moment d'importance mineure. Le PIM prévoit seulement un excédent exportable de 16.000 tonnes de légumineuses et de 5.000 tonnes d'huiles végétales extraites probablement de graines de coton ou d'arachides.

Le PIM ne prévoit pas d'exportations de fruits et de légumes. Les exportations de dattes ne sont mentionnées que dans les tableaux de besoins d'importations et de possibilités d'exportation, mais pas dans les comptes "Production/utilisation", et elles ne figurent pas dans les prévisions pour 1975 et pour 1985. Il est peu probable que les autres fruits et légumes fassent l'objet d'exportations, si ce n'est au niveau du commerce frontalier. La production pour la consommation intérieure reste peu développée, la demande sur le marché intérieur étant faible. Mais cette situation peut se modifier. Le fait que le Tchad est relativement peu éloigné de l'Europe par avion lui donnera la possibilité, d'approvisionner les marchés européens en légumes pendant l'hiver ou en fruits périssables et coûteux comme les avocats, les mangues, etc. lorsque ces marchés auront plus communément adopté les fruits exotiques. On peut même envisager des exportations de sucre, bien que ce produit soit actuellement la principale denrée d'importation. Cette situation pourrait changer si les plans d'établissement d'une industrie sucrière locale se réalisent.

a) Améliorations institutionnelles

Grâce à l'amélioration des institutions, ceux qui sont engagés dans le processus de production, comme les agriculteurs, les pêcheurs, les éleveurs, et le processus de transformation, obtiennent une assistance leur permettant de s'acquitter de leur travail avec plus d'efficacité. Les améliorations créent des stimulants permettant d'accroître la production et d'en améliorer le rendement grâce à des innovations techniques et à des investissements. Pour encourager la production agricole, la création d'organisations qui s'occupent des travaux de recherche et de vulgarisation, qui participent à la commercialisation et qui fournissent des crédits, qui contribuent à l'amélioration des structures et de la gestion agraire sont des plus importantes. Du point de vue des investissements, les dépenses institutionnelles ont souvent un coefficient technique élevé, c'est-à-dire qu'ils permettent d'obtenir de grands résultats avec des moyens modestes. En revanche, ces investissements sont extrêmement difficiles à projeter car leurs résultats dépendent principalement du degré d'engagement et de participation non seulement des dirigeants mais

Inserer comme deuxième paragraphe, page 8 :

3) Capacité de production agricole

La capacité de production agricole dépend des changements continus dans la mise au point de nouvelles techniques, de l'augmentation de la capacité institutionnelle du pays de les mettre en oeuvre, et des modifications progressives dans la rentabilité des méthodes de production utilisables et des produits cultivables. Deux sortes d'amélioration jouent un rôle important dans le renforcement de la capacité de production :

aussi de ceux qui ont appelés à bénéficier de ces projets. Les résultats peuvent être lents en raison de la grande capacité d'adaptation qui est demandée, mais ils peuvent aussi être très satisfaisants et montrent que cette capacité d'adaptation est la clé de tous les efforts de développement. Le Tchad a commencé à mettre en place cette infrastructure institutionnelle. Un bon exemple à cet égard est le BDPA (Bureau pour le développement de la production agricole), une organisation française qui en coopération avec le Ministère de l'agriculture a réalisé des programmes pilotes concernant les services et le développement communautaire pour les agriculteurs dans divers districts (sous-préfectures de Bokoro, de Chari-Baguirmi, etc.). Le BDPA est maintenant remplacé par l'ONDR (Office national de développement rural) une entreprise publique autonome dépendant du Ministère de l'agriculture. Un autre exemple est la création d'une organisation de commercialisation comme le SONACOT (Société nationale de commercialisation du Tchad) pour les arachides, le mil, le sorgho et divers autres produits agricoles et non agricoles. L'étude des organisations agricoles du Tchad et autres institutions qui fournissent une assistance économique à l'agriculture, et de leur efficacité, ainsi qu'un examen du plan quinquennal 1966/70 et de la mesure dans laquelle il est réalisé, un examen du prochain plan quinquennal s'il y en a un en préparation, peuvent certainement fournir des indications valables quant à la capacité de production et aux résultats qu'on peut espérer.

b) Améliorations techniques

Elles se traduisent généralement par les accroissements de production les plus directs. Un service agricole suffisant, dont il est fait mention sous la rubrique précédente, en facilite généralement l'adoption. Les investissements à la charge des agriculteurs sont destinés d'habitude à des facteurs de production comme engrais, insecticides, semences améliorées, matériel, machines, eau et petits investissements fixes. Les investissements concernant la mise au point de variétés adaptées aux conditions locales relève des crédits institutionnels de recherche, alors qu'au moins une partie du coût des investissements pour l'irrigation sont remboursés par les agriculteurs, généralement sous forme de taxes sur l'eau, le reste étant imputé sur le budget des investissements qui est discuté de manière plus détaillée dans la prochaine section sur l'infrastructure physique".

Le faible rendement à l'hectare de toutes les cultures du Tchad, mais surtout des céréales, des arachides et du coton, laisse une marge importante pour des accroissements de production grâce à de meilleures techniques qui, si elles sont appliquées de façon efficace et sur une grande échelle, permettraient de dépasser tous les objectifs fixés par le PIM à condition qu'elles ne soient pas trop coûteuses. Cette considération est valable pour la quantité comme pour la qualité. L'amélioration des variétés, les engrais, la lutte contre les parasites et les maladies, l'approvisionnement

en eau et la distribution d'eau méritent une attention particulière.

Dans le domaine de l'élevage, l'amélioration des races, de l'alimentation, des possibilités d'abreuvement et la lutte contre les maladies permettront d'obtenir plus de viande par animal et une fécondité plus élevée qui donnera des produits plus nombreux et plus sains.

Les méthodes de pêche modernes seront des plus utiles, mais il sera certainement souhaitable de repeupler les eaux avec des espèces appropriées; toutefois, pour le moment, les ressources des lacs et rivières du Tchad sont loin d'être suffisamment exploitées. Des recherches sur les progrès réalisés dans les diverses techniques agricoles et la mesure dans laquelle on peut espérer qu'elles seront appliquées d'ici 1985 fournissent un autre critère pour apprécier les objectifs de production fixés pour cette période. Les possibilités de transformer certains des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche doivent être étudiées. Le processus de transformation ajoute une valeur considérable à la production agricole. Au Tchad, les cultures et les produits de l'élevage et de la pêche mentionnés ci-après peuvent faire l'objet d'un processus de transformation en une ou plusieurs étapes :

- i) Egrenage du coton - linter de coton - filatures - tissage - impression - confection; graines de coton - huilerie - huile de graine de coton - tourteau de graine de coton.
- ii) Blé - minoteries - autres céréales panifiables - boulangeries.
- iii) riz - usinage du riz.
- iv) arachides - huile d'arachide - tourteau d'arachide.
- v) sésame et autres plantes oléagineuses, huileries (également utilisables pour les arachides et les graines de coton) - huiles végétales, parfois transformées, graisses animales telles que fabriques de margarine et de savon.
- vi) bétail - installations de conditionnement - viande congelée, viande réfrigérée, viande en conserve, autres produits carnés - entrepôts et transports frigorifiques (chaînes frigorifiques) - tanneries pour cuirs et peaux, fabriques de colle, usines de transformation des cornes et des os.
- vii) pêche - entrepôts frigorifiques - poisson congelés - poissons séchés et fumés - farine de poisson et poissons en conserve.

Les produits forestiers et les industries forestières sont peu développés. Des zones de véritable forêt relativement peu étendues, des zones de brousse et d'épineux sont à prospector quant aux matières premières et à leur utilisations.

Actuellement, la conservation des fruits et des légumes est limitée au séchage des dattes et d'une petite quantité de légumes. Il y a là un domaine non exploité, et qui mérite d'être étudié.

La production de sucre relève également de cette rubrique puisque la culture de la canne à sucre est en général associée à une raffinerie - dont la création exige des investissements élevés. Les plans de production de sucre au Tchad sont déjà établis de façon assez détaillée, le pays atteindra certainement après un certain temps le point où il n'aura plus besoin d'importer du sucre et pourra même en exporter. La canne à sucre est produite dans les meilleures conditions sous irrigation et il convient d'en tenir compte pour quelque plan que ce soit. Les renseignements sur le projet dont nous disposons ne précisent malheureusement pas si l'irrigation sera utilisée pour les plantations.

#### 4) Investissements d'équipement pour l'infrastructure physique

Les principaux investissements pour l'infrastructure utile à l'agriculture concernent les transports, la mise en valeur des terres en particulier irrigation, drainage, et énergie électrique. Les deux premières catégories d'investissements mentionnées jouent au Tchad un rôle essentiel.

##### a) Transports

En raison de la situation géographique du Tchad, à une distance considérable de la mer (la liaison route-rail entre la ville de Moundou à l'extrême sud du pays et le port maritime le plus proche - en l'occurrence Douala au Cameroun - est de 1.480 km.) le transport compte parmi les principaux facteurs de renchérissement des exportations allant au delà des pays limitrophes. C'est le plus fort handicap sur le plan de la concurrence. L'Annexe III indique les principaux itinéraires allant du Tchad à la sous-région de l'Afrique du centre ou à travers le Nigéria jusqu'à la mer. Il faudrait ajouter l'itinéraire à travers le Soudan - Abéché El Genaina - Nyala - El Obeid jusqu'à Port Soudan sur la Mer Rouge. C'est la voie trans africaine ouest-est qui relie le Nigéria et d'autres pays de l'Afrique de l'ouest à la Mer Rouge en passant pas le Tchad et le Soudan. La liaison routière existante est médiocre, mais l'établissement d'une liaison ferroviaire entre le réseau soudanais qui aboutit à Nyala et Maiduguri au Nigéria est à l'étude. Il ne semble pas que ce projet soit d'une grande importance pour le Tchad dont les principaux intérêts commerciaux sont orientés vers le Nigéria, ses voisins de la sous région centrafricaine et ses marchés d'outre-mer - les produits destinés à ces derniers passant par les port d'Afrique occidentale ou centrale. Il reste à étudier si la liaison avec Port Soudan

offre des avantages, à condition naturellement que le Canal de Suez soit rouvert.

L'achèvement de la route praticable en toute saison Fort-Lamy - Fort-Archambault prévue dans le Plan quinquennal 1966/70 est de la plus grande importance. Cette route atteint maintenant Guelengdeng, mais à partir de là il n'existe pas de route praticable en toute saison jusqu'à Bongor qui établirait la liaison avec le réseau camerounais, en particulier avec le port fluvial de Garoua sur la Bénoué. Le Plan quinquennal ne prévoit pas cette amélioration et pour parvenir à Garoua par une bonne route il faut faire un immense détour par Fort-Archambault - Moundou - Djalingo. Pour rejoindre le réseau ferroviaire nigérian, la route de Fort Lamy à Maiduguri est de première importance, mais comme elle doit faire un long parcours sur territoire camerounais et nigérian, il faudra faire appel à la coopération internationale pour transformer cette voie médiocre en une grande route internationale. La route Fort-Lamy - Fort Archambault une fois achevée, sera vraiment exploitée au maximum lorsque le chemin de fer Douala - Fort-Archambault projeté aura été construit. Tout le réseau routier intérieur qui relie les principaux centres de production agricole du sud du Tchad est impraticable pendant certaines périodes de l'année à cause de la boue ou des inondations. Les vastes zones marécageuses ou inondées présentent l'un des plus grands problèmes dans le développement du Tchad puisque même les routes à revêtement dur et les chemins de fer doivent y être construits sur des digues renforcées qui sont très coûteuses et peuvent néanmoins être attaquées par l'eau ou emportées pendant les inondations.

b) Mise en valeur des terres

Pour corriger la situation qui vient d'être décrite, on peut prévoir de grands travaux de drainage, de polderisation, de canalisations et de construction de réservoirs grâce auxquels de vastes étendues deviendront cultivables et irriguées au moins pendant certaines saisons. Ainsi on résoudra les problèmes de transport et de communication et en même temps on gagnera des terres irriguées de valeur.

Eu égard à l'étendue, le coût paraîtra extrêmement élevé. Mais il vaut quand-même la peine de faire les recherches et les plans pour une mise en valeur partielle des terres dans les zones les plus productives, celles où le sol est le meilleur et où passeront les routes permanentes. Un certain nombre d'études hydrologiques ont été faites ou sont en cours, mais il y a très peu d'études de génie civil consacrées à la mise en valeur des terres par drainage et puis irrigation, c'est-à-dire cherchant à utiliser les ressources en eau qui constituent actuellement un handicap, sans compter qu'elles sont complètement gaspillées. Il me semble que de telles études sont d'une importance primordiale pour le Tchad méridional qui pourrait être transformé en une région de production agricole très intensive où l'on produirait du riz, du blé, du coton,

du sucre, etc. avec des rendements de beaucoup supérieurs à ceux qui sont obtenus dans les conditions actuelles de culture. En outre, dans les endroits où les ressources en eau sont suffisantes pendant toute l'année ou une partie de l'année, non seulement un rendement accru mais aussi deux récoltes par an seront possibles.

Les informations dont nous disposons ne permettent pas de déterminer quel est le volume des ressources en eau disponibles pour l'irrigation. L'eau des fleuves peut être utilisée par un système de submersion contrôlée et sera conservée dans des réservoirs en plein air ou souterrains. Toutefois, une grande partie de l'eau devra provenir des nappes souterraines captées et pompées.

Les ressources en eau jouent un rôle important dans l'économie : comme boisson et pour les usages domestiques, pour l'industrie, et pour le bétail, car une bonne répartition des lieux d'abreuvement a des répercussions sensibles sur l'élevage. C'est surtout de ce point de vue-là qu'on a jusqu'à présent envisagé la question de l'utilisation de l'eau dans les plans de développement.

On peut étudier les possibilités de production d'énergie hydroélectrique en relation avec les ouvrages d'irrigation, toutefois la topographie de plaine d'une grande partie du pays n'est pas très favorable à cet égard. Les chutes de Gauthiot sur le Mayo Kébi dans le sud du Tchad offrent toutefois de bonnes possibilités.

Le PIM dans son tableau 5/1.123 "Utilisation proposée des terres" prévoit d'ici 1985 une augmentation des superficies cultivées non irriguées de 300.000 hectares. On pourra poldériser certaines zones, mais alors pourquoi ne pas irriguer les terres ainsi récupérées. Le tableau 5/3.123 indique que les terres irriguées couvrent actuellement 2.000 ha et que 7.000 ha sont équipés pour l'irrigation. Pour 1985, on prévoit 34.500 ha irrigués et 15.200 équipés pour l'irrigation.

c) Energie électrique

Actuellement, l'énergie électrique provient seulement de centrales thermiques marchant au mazout, dont la production en 1966 a été de 21,6 millions de kWh environ. L'électricité n'existe que dans quatre centres urbains et dans une usine textile près de Fort Archambault, ville où les particuliers en sont encore privés. Le manque d'électricité est un handicap surtout pour les installations de transformation des produits agricoles et pour les machines dans les fermes et les villages, pour lesquelles on importe des générateurs diesel. L'énergie solaire et l'énergie fournie par les moulins à vent offrent une solution de rechange permettant d'économiser sur le carburant importé.

d) Planification et financement de l'infrastructure

Le Premier plan quinquennal 1966/70 prévoit un total d'investissements de 190 millions de dollars EU dont 61.700.000 ou 32,4 pour 100 pour l'infrastructure. La plupart des fonds sont destinés à la construction de routes. Vient ensuite un crédit de 54 millions de dollars, ou 28,4 pour 100, pour l'agriculture. Ces chiffres, en particulier si l'on considère le coût élevé de l'infrastructure, sont très modestes mais adaptés à la capacité économique du pays, les recettes de l'Etat étant estimées en 1967 à 42,6 millions de dollars, les plus élevées dans l'histoire financière du pays. Par comparaison, le total d'investissements annuels de 8,1 millions de dollars prévu dans le cadre du premier plan quinquennal est très élevé. On suppose que le Plan est largement financé de l'extérieur étant donné que le secteur public du Tchad ne contribue qu'à raison de 11 millions à l'ensemble du Plan, soit 2,2 millions de dollars par an. En février 1968, il manquait encore 86,6 millions de dollars sur le total des investissements prévus. Dans ces circonstances, le rythme du développement de l'infrastructure sera très lent et s'il ne s'accélère pas, il constituera le plus grand obstacle au développement des ressources en terres et en eau du Tchad.

Il semble néanmoins judicieux de faire faire des études sur les possibilités de développement de ces ressources, car il se peut qu'elles révèlent un tel potentiel de développement qu'il deviendra plus facile d'obtenir les moyens financiers pour l'infrastructure.

III. Commerce intra-régional et autres échanges avec l'étranger

Les exportations du Tchad en 1965 ont atteint à 37 millions de dollars, dont 9,8 millions pour le commerce non enregistré 1/ ou clandestin. A l'exception du natron qui en 1960 a apporté 178.000 dollars, toutes les exportations sont des produits agricoles. Le coton représentait plus de 90 pour 100 des exportations de 1965 à destination d'outre-mer, en volume et en valeur (dont 63 pour 100 vers la France). La valeur du coton exporté atteignait 21,1 millions de dollars ou 57 pour 100 de total des exportations, y compris les exportations non enregistrées. La majeure partie des exportations, va aux pays limitrophes - Nigéria, Cameroun, RCA, Soudan et Libye - les deux derniers dans une proportion insignifiante. La sous-région d'Afrique du centre importe 11.000 tonnes de poisson (équivalent de poisson frais) allant entièrement au Congo (Brazzaville) et représentant 25 pour 100 du total des exportations de poisson, et 1.450 tonnes de boeuf en équivalent de viande fraîche dont le Gabon a lui seul prend 1.300 tonnes, ce qui ne correspond en fait qu'à 6 pour 100 du total des exportations de viande.

1/ La plupart des échanges avec les pays de l'UDEAC ne sont pas enregistrés



De loin le plus grand importateur des produits du Tchad autres que le coton, le Nigéria achète environ 14.894 tonnes de viande et 20.000 tonnes de poisson et produits de la pêche, ce qui fait respectivement 63 et 44 pour 100 du total des exportations pour ces produits. Il s'agit pour une bonne moitié d'importations clandestines, car le bétail en particulier passe sans contrôle la frontière du Nigéria. En 1965, la valeur estimée des exportations de produits de l'élevage était de 9,2 millions de dollars, et pour les produits de la pêche, de 3,7 millions.

On voit donc l'importance du commerce de denrées alimentaires avec les plus proches voisins. Les exportations vers les autres pays de la sous-région de l'Afrique du centre sont relativement insignifiantes. Leur expansion dépendra en tous cas de l'amélioration des moyens de transports qui permettra une réduction des frais. Une grande partie de la viande exportée a été transportée par air au Gabon, au Congo (Brazzaville) et en République démocratique du Congo. Une étude sur les transports tenant compte de la possibilité d'améliorer les routes entre le Tchad et Bangui en RCA qui est le port fluvial de départ pour les deux Congos, donnera des indications quant aux possibilités d'une expansion du commerce entre ces pays et le Tchad. Cette étude permettra également d'évaluer les perspectives d'expansion du commerce de la RCA voisine du Tchad. Outre le facteur transports, les perspectives d'accroissement de la production de l'élevage et de la pêche au Tchad et dans les autres pays d'Afrique du centre en fonction d'une hausse de la demande pour ces produits déterminera le développement du commerce intra-sous-régional.

Du côté des importations, le seul produit agricole que le Tchad achète en grandes quantités est le sucre, provenant presque exclusivement du Congo (Brazzaville). Toutefois, on peut compter qu'à l'avenir le Tchad en produira suffisamment pour ses propres besoins, probablement avant 1985. Les importations d'autres denrées alimentaires sont minimales et s'effectuent surtout sous forme de commerce frontalier avec notamment le Cameroun qui, en 1965, a vendu au Tchad environ 2.530 tonnes de céréales et 650 tonnes de fruits et de légumes. La région frontalière près de Bongor et Yagoua et le long de la Logone est une des zones les plus fortement peuplées de la sous-région et offre des conditions favorables au commerce international local de produits alimentaires, même si les produits sont volumineux ou périssables.

Parmi les importations agricoles non alimentaires, le cola, le thé et le tabac sont à noter. Les deux premiers ne peuvent pas être produits au Tchad qui en consomme en grandes quantités. En 1965, le Tchad a importé tous les excédents de cola du Cameroun et de la RCA et 2.800 tonnes du Nigéria, représentant un total de 4.100 tonnes. Selon les prévisions du PIM pour 1985, la consommation doit atteindre 7.800 tonnes. Ce sera peut-être la tendance, mais la demande de stimulants peut aussi varier considérablement avec les modifications dans les habitudes de consommation et le niveau de vie. La moitié environ des importations de thé en 1965 provenait de la sous-région (Cameroun et République démocratique

du Congo) alors que l'autre moitié venait de l'extérieur, le total étant de 649.000 dollars (Annuaire FAO). En 1965 toujours, 95 pour 100 des importations de tabac provenaient du Congo (Brazzaville) et 5 pour 100 de l'extérieur de la sous-région - surtout sous forme de cigarettes. Il existe un commerce clandestin de tabac assez intense et difficile à évaluer. Les estimations varient entre 1,5 et 2 millions de dollars. Il est possible que la culture du tabac se développe au Tchad, ce qui modifiera les besoins d'importations à l'avenir.

Le total des importations de produits agricoles, y compris les produits transformés, représente environ 26 pour 100 du total de la valeur des importations, abstraction non faite des textiles qui représentent 11 pour 100. Il est probable que cette proportion va baisser car le Tchad, producteur et exportateur agricole par excellence, va importer en quantités de plus en plus grandes les biens d'équipement et de production et les nombreux articles manufacturés qu'il ne produira pas lui-même dans un avenir prévisible.

La mesure dans laquelle le Tchad pourra se procurer les produits non agricoles dont il a besoin à l'intérieur de la sous-région dépend du développement industriel de celle-ci ainsi que de celui du Nigéria voisin. Le Cameroun serait le pays de la sous-région le plus capable de vendre des produits transformés ou manufacturés au Tchad, suivi peut-être du Congo (Brazzaville). Eu égard au fait que le Tchad et tous les pays de la sous-région sont des membres associés du marché commun, il est probable que la majeure partie des produits industriels et manufacturés continueront à être importés des pays membres du Marché commun européen. Si les projections du PIM et de la CEA prennent en considération certains des facteurs mentionnés ci-dessus, il semble toutefois, que l'on a accordé trop peu d'attention a) aux tendances de la production qui feront que les partenaires commerciaux pourront produire suffisamment pour eux-mêmes ou encore devenir concurrents, b) aux modifications de la demande due aux transformations des habitudes des consommateurs, c) à la nécessité d'exporter pour obtenir des devises fortes, d) à la politique de contrôle fiscal et commercial et e) à une politique économique plus dynamique en matière de développement. Les trois derniers points seront traités de manière plus détaillée dans la section sur la politique. Néanmoins, personne ne peut dire avec certitude si les buts fixés par les projections du PIM sont justes ou non. On ne sait simplement pas. Pour la plupart des produits, il paraissent pouvoir être atteints et semble même plutôt modérés dans l'ensemble. Une politique énergique de stimulation de la production permettrait certainement de dépasser les objectifs du PIM.

#### IV. Politique de développement agricole

##### 1) Planification économique et agricole

C'est une politique à buts sociaux et économiques concrets, fondée sur une série de plans à court terme successifs et orientés vers un plan de perspectives bien conçu qui a le plus de chances de réussir. Un plan indicatif ne s'appuyant pas sur une série de plans à court terme axés sur des objectifs fixés peut donner de bons résultats dans une économie de marché hautement développée et bien établie, mais non dans une économie en voie de développement où une grande majorité de la population ne participe pas à l'économie monétaire. Pour la préparation d'un plan agricole, on coordonnera les mesures, institutions, investissements, lois et règlements en fonction des buts à atteindre pour la production, le commerce et au niveau des institutions, à condition naturellement que le plan soit vraiment exécuté.

Il a été fait brièvement mention du premier Plan quinquennal du Tchad pour la période 1966/70 dans la section précédente. Il serait trop long de l'analyser en détail ici, mais nous voudrions signaler ce qu'il y aurait lieu de faire en rapport avec l'étude sur la coopération économique et le commerce.

- a) Evaluer le plan qui en est maintenant à son avant-dernière année, apprécier ce qui a été accompli jusqu'à maintenant et prévoir la mesure dans laquelle il aura atteint ses objectifs à la fin de la période;
- b) Voir pourquoi certains projets ou programmes ont réussi et d'autres pas, et suggérer des changements qui seront incorporés dans le deuxième Plan quinquennal.

Ces études ne peuvent se faire pour la plupart que dans le pays même. Jusqu'à présent, on peut affirmer sur la base des statistiques disponibles qu'en 1967 déjà les objectifs pour le riz, le bétail, la viande de boeuf, les poissons et les tubercules ont été dépassés mais que les prévisions pour le mil, le sorgho, le coton, les arachides, le blé et le sucre ne seront probablement pas réalisées en 1970. Pour les autres produits, il est difficile de dire s'ils atteindront les objectifs fixés. Il faudrait déterminer la mesure dans laquelle les bons résultats obtenus avec certains produits sont dus aux dispositions et à l'appui du plan. Si un objectif n'est pas atteint, ce n'est pas toujours à cause de l'inefficacité du plan mais parce que les objectifs établis d'après de fausses données statistiques manquent de réalisme. Ainsi le plan indique pour la période de base 1965 indique une production d'arachides de 140.000 tonnes, alors que des estimations plus raisonnables l'évaluent à 70.000 - 90.000 tonnes. Il est évident que dans ces circonstances, 180.000 tonnes en 1970 ne rentrent guère dans le cadre des possibilités. De même, les chiffres indiqués pour le mil et le sorgho au début de la période considérée sont sujets à caution. Le plan prévoit pour la période quinquennale une augmentation de 32 pour 100 du PIB, soit 5,8 pour 100 par an. Il est

douteux que ce résultat puisse être atteint puisque la production de mil/sorgho, d'arachides et de coton qui devait accroître sensiblement le PIB, n'atteindra certainement pas, et de loin, les objectifs fixés.

On peut également se poser des questions quant au financement du plan. En février 1968, 45 pour 100 des investissements prévus n'étaient pas encore assurés, et une année plus tard, en 1969, on compte que 55 pour 100 seulement des fonds prévus à l'origine seront acquis à la fin de la période de planification en 1970 1/.

2) Politique sociale et fiscale influant sur le développement de la production et du commerce agricole

Si les objectifs économiques sont clairement énoncés dans les plans de développement, la politique fiscale et les réformes sociales ne sont pas toujours orientées de façon à permettre d'atteindre facilement ces objectifs.

a) Politique des prix et des salaires

Le Tchad a adopté toute une série de règlements dans son économie. Ainsi, les prix de nombreux produits agricoles sont fixés et il existe des organisations centrales d'achat pour la plupart des produits agricole qui dépendent du gouvernement. Des taux de salaires minima ont été prescrits non seulement pour les travailleurs de l'industrie, du commerce et des services, mais aussi pour les travailleurs agricoles. Ces mesures peuvent avoir sur les stimulants de la production des effets marqués, tant négatifs que positifs. Pour juger de ces effets, il faut certainement procéder à une étude des conditions, institutions, traditions locales et des habitudes de travail de la population rurale.

b) Politiques fiscales

L'Etat tchadien perçoit différents impôts directs et indirects. En 1967, le total des recettes fiscales atteignait 42,6 millions de dollars. Les impôts directs (à savoir import sur le revenu et impôt sur la personne) fournissent le quart à peu près des recettes. Du fait que l'impôt sur la personne est perçu sur chaque adulte, homme ou femme, quel que soit son revenu, même les personnes appartenant aux groupes de revenus les plus bas, en particulier la grande masses des agriculteurs qui se trouvent pratiquement au niveau de subsistance, ont le statut de contribuables. Outre son aspect économique (il a fourni en 1967 13 pour 100 des recettes totales), cet impôt a pour fonction d'encourager chacun à exercer une activité économique afin de gagner le montant de l'impôt pour lui-même et sa femme, en plus de ce qui est nécessaire pour assurer la subsistance de la famille.

1/ source : Bulletin de l'Afrique Noire, n° 541, 19 février 1969.

Parmi les impôts indirects, la taxe par tête de bétail représente un fardeau particulier pour les propriétaires de troupeaux et les exploitants qui pratiquent à la fois l'agriculture et l'élevage. Le résultat en est que les statistiques concernant l'élevage sont peu sûres et qu'il est difficile d'évaluer la croissance des troupeaux. Comme effet positif, on peut mentionner le fait que les propriétaires sont encouragés à abattre les animaux ou à les exporter lorsqu'ils ont atteint la maturité au lieu de laisser s'accroître les effectifs des troupeaux pour des raisons de prestige, ce qui est une vieille tradition africaine.

Les taxes à l'importation et à l'exportation représentent un bon tiers des recettes. Les taxes à l'exportation touchent presque exclusivement les produits agricoles. Elles ne sont pas élevées, le taux le plus haut étant 11 pour 100 de la valeur pour le coton. Les exportations vers les pays de l'UDEAC ne sont pas enregistrées et sont exemptes de taxes, mais il existe un commerce clandestin et une contrebande assez actifs à destination du Nigéria en particulier. Le bétail et le poisson séché sont les principaux produits vendus clandestinement.

Les droits d'exportation sont perçus sur tous les produits à peu près. Il serait bon d'étudier l'effet de ces taxes sur les stimulants à l'exportation. Il est intéressant de signaler qu'en dépit de l'absence de droits à l'exportation, pendant la période 1960/66, les exportations allant à la sous région, en particulier au Cameroun, ont augmenté moins rapidement que celles qui étaient destinées au Nigéria. Dans le cas des importations, c'est plutôt une tendance inverse qui se manifeste.

#### c) Politique en matière de devises

Un des goullets d'étranglement qui entravent le développement des pays neufs est le manque de recettes en devises. Il faut tenir compte de ce facteur dans tout plan d'action sur la production et le commerce. C'est pourquoi il convient de donner la priorité à la production de biens exportables payés en devises fortes librement convertibles, ou à des produits qui remplacent des importations exigeant de telles devises. C'est là un facteur important dans la politique de commerce intra-sous-régional du Tchad, et des autres pays intéressés, dans la mesure où les échanges à l'intérieur de la sous-région doivent céder la place au commerce avec les pays à devises fortes. Le commerce intra-sous-régional profitera du développement industriel interne et de l'expansion de cultures comme le blé et l'orge (malt) importées actuellement de zones de devises fortes.

La production commercialisée du blé peut remplacer les importations qui occasionnent des dépenses de devises fortes tant qu'Tchad lui-même qu'à ses partenaires de la sous-région. Le Tchad peut d'autre part donner la priorité à la production de coton, d'huiles végétales et de toute autre culture, ou produit de l'élevage ou de la pêche qui peut trouver un marché dans une zone à devise forte.

On ne pourra juger du rôle de la politique agricole et des autres politiques économiques et sociales au Tchad selon leurs répercussions sur le développement et le commerce agricoles, en particulier le commerce à l'intérieur de la sous-région, qu'en effectuant des recherches dans le pays même. Les remarques qui précèdent indiquent simplement certains des principaux aspects à examiner.

V. Etude pilote par pays - Tchad

En raison de sa situation de premier rang en tant que partenaire dans le commerce intra-sous-régional, on recommande que le Tchad soit choisi pour une étude pilote détaillée si toutefois une étude de ce genre est estimée nécessaire. Cette étude doit permettre d'obtenir des renseignements pertinents sur les perspectives de développement agricole et ses effets sur l'expansion du commerce intra-sous-régional. Le résultat de ces investigations devrait fournir une bonne évaluation du potentiel du Tchad pour le commerce à l'intérieur de la sous-région. On trouvera ci-joint une esquisse d'un programme de travail pour une étude pilote par pays, en l'occurrence au Tchad.

Programme de travail de l'équipe chargée  
de l'étude sur le Tchad pendant la Phase II

I. Etude du commerce (obstacles, stimulants, échanges enregistrés)

1) Accords de commerce

- a) UDEAC
- b) Sous-région d'Afrique du centre
- c) Nigéria
- d) Autres pays africains
- e) Autres

Déterminer dans quelle mesure ces accords ont influé sur le commerce de produits agricoles et dans quelle mesure ils sont supposés le faire à l'avenir, particulièrement en ce qui concerne :

- i) les produits de l'élevage
- ii) les produits de la pêche

2) Politique commerciale

- a) Droits à l'importation et à l'exportation
- b) Autres redevances et taxes touchant le commerce.

Analyse des effets de ces droits et taxes sur le commerce agricole, en particulier sur les produits de l'élevage et de la pêche.

3) Causes du commerce clandestin de produits agricoles et recommandations quant aux mesures et politiques à adopter en vue d'éliminer le commerce non enregistré.

4) Conclusions et recommandations sur la politique commerciale dans le sens d'une coopération plus étroite des pays de l'Afrique du centre et de leurs voisins.

A envoyer sur place : un économiste spécialiste du commerce ou un économiste agricole - 3 mois. Assistance de l'expert de l'élevage et de la pêche.

II. Etude des transports

Etudier les itinéraires suivis par les principaux produits agricoles exportés vers :

- a) la sous-région de l'Afrique du centre
- b) le Nigéria
- c) les autres pays limitrophes
- d) les principaux ports maritimes,

et calculer les frais de transport en particulier pour les :

- a) produits de l'élevage
- b) produits de la pêche
- c) coton
- d) arachides.

Déterminer quels sont les autres itinéraires ou modes de transport utilisables pour les divers produits considérés, en faisant des recommandations quant aux solutions à choisir de préférence, ainsi qu'aux critères, coûts, rapidité de livraison, maintien de la qualité et du poids.

Un expert des transports qui passerait un mois au Tchad mais qui ferait également une étude de tous les autres pays de la sous-région pendant une période de cinq mois. Si possible, assistance d'experts pour les différents produits.

### III. Etudes sur les produits

#### 1) Elevage et produits de l'élevage (spécialement viande de boeuf :

a) Etudier les aspects actuels du commerce avec les clients les plus importants : Nigéria, RCA, Cameroun, République du Congo et République démocratique du Congo. Etudier les possibilités d'expansion et les besoins en ce qui concerne la forme de commercialisation, les catégories et qualités des produits.

b) Analyser les diverses formes possibles de commercialisation des produits de l'élevage :

- i) animaux vivants
- ii) viande congelée
- iii) viande séchée
- iv) viande en conserve et autres sortes de viande traitée ainsi que les économies ainsi réalisables.

Critères : Réduire le prix du transport par kg de viande, maintenir la qualité et le poids; valeur ajoutée par le traitement, possibilités de commercialiser le produit.

c) Etudier quelles sont les possibilités d'améliorer la production et quelles mesures efficaces pourront-êtr prises à cet effet dans l'imédiat; se renseigner sur les améliorations dans l'alimentation du bétail, les pâturages, l'abreuvement et la reproduction; étudier les mesures sanitaires et la lutte contre les maladies.



d) Se renseigner sur les possibilités de traitement et faire des recommandations sur les types de transformation et l'expansion des activités dans ce domaine, compte tenu des résultats obtenus sous a), b) et c).

e) Se renseigner sur :

- i) les effets de l'impôt par tête de bétail sur les statistiques des troupeaux et le taux de prélèvement;
- ii) les causes et la prévention du commerce clandestin.

f) Récapituler les résultats concernant l'industrie de l'élevage et son potentiel commercial, en particulier dans le cadre de la sous-région d'Afrique du centre.

Expert en transformation des produits de l'élevage : 3 mois.  
Assistance de l'expert des transports et de l'économiste spécialiste du commerce.

## 2) Pêche et produits de la pêche

a) Etudier les aspects du commerce actuel avec les clients les plus importants :

- i) Nigéria, RCA, République du Congo
- ii) clients potentiels dans la sous-région.

Etudier les possibilités d'expansion et les besoins particuliers quant aux formes de commercialisation, aux catégories et à la qualité des produits.

b) Etudier les possibilités d'accroître la production par de meilleures techniques de pêche, un matériel plus moderne, la motorisation, des installations d'emménagement, etc.

c) Déterminer quels sont les avantages des diverses formes de traitement du poisson : séchage, salaison, fumage, mise en conserve, ou autre. Se renseigner sur les pratiques et installations existant actuellement et faire des recommandations quant à l'expansion et à la modernisation des moyens de traitement. Expliquer les effets possibles sur les marchés.

d) Résumer les conclusions sur l'industrie de la pêche et son potentiel commercial, en particulier dans le cadre de la sous-région d'Afrique du centre.

Expert de la pêche : 4 mois

Expert du traitement des produits de la pêche : 3 mois. Assist-  
ance de l'économiste spécialiste du commerce et de l'expert des  
transports.

3) Cultures : coton, arachides, mil et sorgho, riz, blé.

a) Evaluer la capacité de production en indiquant quelle est  
l'augmentation que l'on peut prévoir à moyen terme sur la base :

- i) des améliorations techniques, par exemple meilleures  
semences, engrais, protection des plantes, irrigation;
- ii) aide des services de vulgarisation, facilités de crédit  
et de commercialisation;
- iii) infrastructure - principalement irrigation et drainage.

b) Indiquer le potentiel d'exportation des cultures ci-dessus,  
dont seul le coton est un grand produit d'exportation allant  
presque entièrement outre-mer. Les autres produits pourraient  
trouver des marchés dans la sous-région, en particulier le riz  
et le blé.

Agronome : 4 mois.

IV. Institutions de recherche et d'enseignement agricole supérieur.

1) Voir quelles sont les installations et la capacité des institutions  
existantes; se renseigner sur leurs programmes.

2) Déterminer si leurs possibilités sont suffisantes ou pas en ce  
qui concerne les points mentionnés sous 1) dans les principaux do-  
maines de la recherche relative à l'agriculture du Tchad.

3) Faire des recommandations quant aux moyens d'améliorer les  
installations et les programmes de recherche; indiquer dans quelle  
mesure ils peuvent servir d'autres pays de la sous-région et dans  
quels cas il est préférable que des programmes de recherche soient exé-  
cutés dans des institutions de recherche d'autres pays de la sous  
région.

4) Faire des recommandations sur les cas où des Tchadiens devraient  
recevoir un enseignement agricole supérieur ou une formation technique  
spécialisée dans la sous-région, le Tchad ne possédant pas d'institution à cet  
effet. Indiquer également le genre d'institutions de formation agri-  
cole de niveau primaire et intermédiaire existant, ou devant être créées  
au Tchad.

Spécialiste, de rang supérieur, en matière de recherche et d'enseignement agricoles : 3 semaines au Tchad, mais devra également visiter tout les pays de la sous-région pendant une période de 5 mois.

V. Etude de la politique agricole et du plan de développement agricole du Tchad :

- 1) Coordonner les diverses études établies au titre du programme de la Phase II.
- 2) Evaluer le plan agricole en cours, compte tenu en particulier des aspects du plan relatif aux mesures tendant à stimuler le commerce.
- 3) Etudier les aspects de la politique agricole qui ne font pas partie du plan.
- 4) Analyser le rôle du développement agricole, des mesures tendant à stimuler les échanges intra-sous-régionaux et des autres formes de coopération à l'intérieur de la sous-région du point de vue de l'économie du Tchad en général et de son développement social.
- 5) Préparer des recommandations indiquant quelles sont les autres études qu'il serait nécessaire ou souhaitable d'effectuer, et quelle est la ligne de conduite à suivre pour les programmes et projets qui paraissent les plus importants, en tenant compte en particulier des conclusions des autres membres de l'équipe.

Econome agricole de rang supérieur : 5 mois.

ANNEXE V

Projets du Fonds Spécial des Nations Unies ayant  
un intérêt sous-régional dans le domaine agricole

REG 53 Etude de préinvestissement sur le détournement des eaux du  
Logone (UN)

- Pays intéressés : Cameroun et Tchad
- Plan d'opération signé le 30 novembre 1966; durée 2 ans
- Début des opérations : mars 1967 - juin 1969
- Coût pour le F.S. : 330.600 dollars EU

REG 54 Projet de Formation et de Recherche en pisciculture (FAO)

- Pays intéressés : Cameroun, RCA, Congo (Brazzaville) et Gabon
- Plan d'opération signé le 1<sup>er</sup> septembre 1967 pour une durée de 5 ans; début des opérations : 1 décembre 1967
- Coût pour le F.S. : 733.300 dollars EU

REG 79 Etude des ressources en eau du bassin du Tchad pour les  
besoins du développement (FAO)

- Pays intéressés : Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria
- Plan d'opération signé le 11 novembre 1966 pour une durée de 3 ans
- Début des opérations : 9 mai 1967
- Coût pour le F.S. : 2.795.100 dollars EU

REG 87 Recherche pour la lutte contre les oiseaux granivores  
(quelea-quelea) (FAO)

- Pays intéressés : Cameroun, Tchad, Dahomey, Côte-d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Haute Volta
- Plan d'opération signé le 21 août 1968 pour une durée de 3 ans
- Début des opérations : 14 novembre 1968
- coût pour le F.S.: 702.900 dollars EU

REG 146

Recherche sur le criquet migrateur africain (FAO)

- Pays intéressés : tous les pays de la sous région (sauf Gabon, Rwanda et Burundi), tous les pays d'Afrique de l'Ouest (sauf Guinée, Libéria, et Togo) plus le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, la RAU, et le Soudan.
- Plan d'opération pas encore signé mais projet approuvé en janvier 1969 pour une durée de 3 ans et un coût de 656.500 dollars.

Il existe un projet actuellement en cours d'examen pour "l'établissement d'un système permanent d'enquêtes agricoles en Afrique Centrale" dans le cadre du recensement mondial de l'agriculture. Ce projet intéresserait le Gabon, le Cameroun, le Congo (Brazzaville), la RCA et le Tchad.